COMMUNAUTÉ
URBAINE
DE MONTRÉAL

Rapport financier
2000

TABLE DES MATIÈRES **Page**

Membres du Conseil 5
Membres du Comité exécutif et des commissions permanentes du Conseil et de la Communauté 6
Membres du Conseil d'administration - Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal 7
Personnel de direction de la Communauté 7

Rapports sur les états financiers
Rapport du trésorier 10
Rapport des vérificateurs 11

États financiers
Bilan 14
État des activités financières 15
État des activités d'investissement 16
État du coût des services municipaux 17
État du surplus accumulé 19
État des fonds réservés et de l'investissement net dans les éléments d'actif à long terme 20
État de l'évolution de la situation financière 21

Notes et tableaux complémentaires:
Notes complémentaires aux états financiers 23
Dépenses par objets 34
Dette à long terme - Solde en cours par émission 35
Financement des projets en cours 38
Endettement total net à long terme 39

Renseignements supplémentaires
Détail des revenus et affectations 42
Détail des dépenses de fonctionnement, autres activités financières et fonds réservés 44
Détail des dépenses d'investissement par nature 46
Coût des emprunts 48
Pouvoir d'emprunt pour le financement des dépenses 50
Dette à long terme
Détail 52
Variation 54
Échéances par devise 56
Coût futur des emprunts 58
Répartitions aux municipalités
Sommaire 59
Détail 60
Base de répartition définitive no 1 62
Base de répartition définitive no 2 65

Autres renseignements
État des activités financières 1998 à 2000 70
Détail des revenus et affectations en dollars et en pourcentage 1998 à 2000 71
Dépenses par objets - en dollars et en pourcentage 1998 à 2000 73
Coût des emprunts - part des municipalités 1998 à 2000 75
Répartitions aux municipalités et taux du 100 $ du potentiel fiscal 1996 à 2000 76
Répartitions aux municipalités en pourcentage 1996 à 2000 77
État des activités d'investissement 1998 à 2000 78
Endettement total net à long terme 1996 à 2000 79

MEMBRES DU CONSEIL

Président
Geoges BOSSÉ, maire - Verdun
Vice-président
Pierre BOURQUE, maire - Montréal

Membres
Vera DANYLUK, présidente - Comité exécutif
Irving L. ADESSKY, maire - Hampstead
Michael APPLEBAUM, conseiller - Montréal
Carl BAILLARGEON, conseiller - Montréal
Ovide T. BACIU, maire - Roxboro
Maurice BEAUCHAMP, conseiller - Montréal
Kettly BEAUREGARD, conseillère - Montréal
Serge-Éric BÉLANGER, conseiller - Montréal
Hasmig BELLELI, conseillère - Montréal
Sonya BIDDLE, conseillère - Montréal
Philippe BISSONNETTE, conseiller - Montréal
André CARDINAL, conseiller - Montréal
Jacques CARDINAL, maire - Sainte-Geneviève
Jacques CHARBONNEAU, conseiller - Montréal
Aimé CHARRON, conseiller - Montréal
Giovanni DE MICHELE, conseiller - Montréal
Mary DEROS, conseillère - Montréal
Jean-Guy DESCHAMPS, conseiller - Montréal
Richer DOMPIERRE, conseiller - Montréal
Noushig ELOYAN, conseillère - Montréal
Sammy FORCILLO, conseiller - Montréal
Jean E. FORTIER, conseiller - Montréal
Helen FOTOPULOS, conseillère - Montréal
Marcel GRÉGOIRE, conseiller - Montréal
Ricardo HRTSCHAN, maire - Mont-Royal
Edward JANISZEWSKI, maire - Dollard-des-Ormeaux
Hélène JOLICOEUR, conseillère - Montréal
Roy KEMP, maire - Beaconsfield
Yvon LABROSSE, maire - Montréal-Est
Sylvain LACHANCE, conseiller - Montréal
Serge LAJEUNESSE, conseiller - Montréal
Pierre LAPOINTE, conseiller - Montréal
Luc LARIVÉE, conseiller - Montréal
Denise LAROUCHE, conseillère - Montréal
Ivon LE DUC, conseiller - Montréal
Michel LEDUC, maire - LaSalle
Gérard LEGAULT, conseiller - Montréal
Robert LIBMAN, maire - Côte-Saint-Luc
William MCCULLOCK, maire - Lachine
George MCLEISH, maire - Senneville
Bill MCMURCHIE, maire - Pointe-Claire
Normand MARINACCI, maire - Île Bizard
John W. MEANEY, maire - Kirkland
Pierre-Yves MELANÇON, conseiller - Montréal
Marius MINIER, conseiller - Montréal
Luis MIRANDA, maire - Anjou
Marcel MORIN, maire - Pierrefonds
Anne MYLES, mairesse - Baie d'Urfé
Bernard PAQUET, maire - Saint-Laurent
Pierre PAQUIN, conseiller - Montréal
Benoit PARENT, conseiller - Montréal
Colette PAUL, conseillère - Montréal
Jean-François PLANTE, conseiller - Montréal
Michel PLANTE, conseiller - Montréal
Achille POLCARO, conseiller - Montréal
Germain PRÉGENT, conseiller - Montréal
Michel PRESCOTT, conseiller - Montréal
François PURCELL, conseiller - Montréal
Marvin ROTRAND, conseiller - Montréal
Nicole ROY ARCELIN, conseillère - Montréal
Yves RYAN, maire - Montréal-Nord
Anie SAMSON, conseillère - Montréal
Jeremy SEARLE, conseiller - Montréal
Marcel SÉVIGNY, conseiller - Montréal
John A. SIMMS, maire - Montréal-Ouest
Claire ST-ARNAUD, conseillère - Montréal
Paolo TAMBURELLO, conseiller - Montréal
Richard THÉORÊT, conseiller - Montréal
Nicole THIBAULT, conseillère - Montréal
Bill TIERNEY, maire - Sainte-Anne-de-Bellevue
Peter F. TRENT, maire - Westmount
Jérôme UNTERBERG, maire - Outremont
Frank VENNERI, conseiller - Montréal
Gerry WEINER, conseiller - Montréal
Peter B. YEOMANS, maire - Dorval
Saulie ZAJDEL, conseiller - Montréal
Frank ZAMPINO, maire - Saint-Léonard

MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF ET DES COMMISSIONS PERMANENTES DU CONSEIL ET DE LA COMMUNAUTÉ

COMITÉ EXÉCUTIF

Présidente
Vera DANYLUK

Vice-présidents*
Jean E. FORTIER
Yves RYAN
* Ils agissent, à tour de rôle, comme premier vice-président.

Membres
Georges BOSSÉ
Pierre BOURQUE
Jacques CHARBONNEAU
Giovanni DE MICHELE
Gérard LEGAULT
Bill MCMURCHIE
Bernard PAQUET
Claire ST-ARNAUD
Peter F. TRENT
Peter B. YEOMANS

COMMISSIONS PERMANENTES DU CONSEIL

SÉCURITÉ PUBLIQUE

Président
Yves RYAN

Vice-présidente
Claire ST-ARNAUD

Membres
Irving L. ADESSKY
Serge LAJEUNESSE
Marcel MORIN
Benoit PARENT
Zamir RIZKALLA*

* Nommé par le gouvernement du Québec

ENVIRONNEMENT

Président
Jacques CHARBONNEAU

Vice-président
Bill MCMURCHIE

Membres
Robert LIBMAN
Normand MARINACCI
Michel PLANTE
Anie SAMSON
Bill TIERNEY

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Président
Gérard LEGAULT

Vice-président
Peter B. YEOMANS

Membres
Roy KEMP
Yvon LABROSSE
Anne MYLES
François PURCELL
Saulie ZAJDEL

AMÉNAGEMENT

Président
Bernard PAQUET

Vice-président
Giovanni DE MICHELE

Membres
Hasmig BELLELI
Jacques CARDINAL
Aimé CHARRON
Luis MIRANDA
Colette PAUL

ADMINISTRATION ET FINANCES

Président
Jean E. FORTIER

Vice-président
Peter F. TRENT

Membres
Serge-Eric BÉLANGER
Ricardo HRTSCHAN
Sylvain LACHANCE
William MCCULLOCK
Jérôme UNTERBERG

COMMISSION PERMANENTE DE LA COMMUNAUTÉ

CONSEIL DES ARTS

Président
Directeur général et secrétaire
Trésorier

Maurice FORGET
Jacques CLEARY
Robert JUNEAU

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL

Président	**Vice-président**
Pierre-Yves MELANCON	Frank ZAMPINO
Membres	
Ovide T.BACIU	Yves LEBLANC
Vera DANYLUK	John W. MEANEY
Jean-Guy DESCHAMPS	Achille POLCARO
	Ginette MAROTTE

PERSONNEL DE DIRECTION DE LA COMMUNAUTÉ

Directeur général	Claude LÉGER
Directeur du Bureau du taxi et du Centre d'urgence 9-1-1	Richard BOYER
Directeur du Centre de sécurité civile	Jean-Bernard GUINDON
Directeur de l'Assainissement de l'air, de l'eau et de l'Inspection des aliments	Jean TROALEN
Directeur de la Station d'épuration des eaux usées	Réjean LEVESQUE
Directeur - Service de la mise en valeur du territoire	Jacques-Errol GUERIN
Directeur du Service de l'évaluation	Jean BÉLANGER
Vérificateur interne	Gaétan FOISY
Directeur de la Gestion des technologies de l'information et des Affaires corporatives	Daniel MALO
Directeur de la Division des ressources humaines	Jacques ROBILLARD
Directeur du Service du soutien technique	Serge ALLIE
Secrétaire	Nicole LAFOND
Chef des Services juridiques	Jacqueline LEDUC
Trésorier	Robert JUNEAU
Directeur du Service de police	Michel SARRAZIN
Directeur adjoint, Direction de la gendarmerie	Robert MONTANARO
Directeur adjoint, Direction des enquêtes	Richard Mc GINNIS
Assistant-directeur, Direction du support administratif	Jean-Yves MICHAUD
Assistant-directeur, Division des affaires juridiques	Denis ASSELIN
Assistant-directeur, Division de la planification et des orientations stratégiques et budgétaires, de la recherche et du développement	Diane BOURDEAU
Assistant-directeur, Division des affaires corporatives	Michel BEAUDOIN
Assistant-directeur, Bureau de la gestion opérationnelle, Direction de la gendarmerie	Pierre-Paul PICHETTE
Assistant-directeur, Bureau de l'administration, Direction de la gendarmerie	Jean-Eudes COLLIN
Assistant-directeur, Bureau de la gestion opérationnelle, Direction des enquêtes	Marc ST-LAURENT
Assistant-directeur, Bureau de l'administration, Direction des enquêtes	Marcel LEMAY

COMMUNAUTÉ
URBAINE
DE MONTRÉAL

Rapports sur les états financiers

RAPPORT DU TRÉSORIER

Aux membres du Conseil de la
Communauté urbaine de Montréal

Conformément aux dispositions de l'article 233 de la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal, j'ai préparé le rapport financier de l'exercice terminé le 31 décembre 2000.

Les états financiers au 31 décembre 2000 ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus dans le secteur public, compte tenu de la Loi sur la Communauté et des nouvelles normes de la comptabilité municipale au Québec en vigueur à compter du 1er janvier 2000.

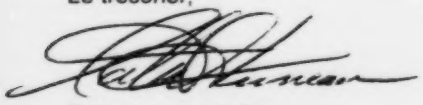
La Communauté maintient des systèmes de contrôle interne et de comptabilité appropriés, qui fournissent une assurance raisonnable que toutes les opérations sont dûment autorisées, que ses actifs sont convenablement conservés et que les états financiers reposent sur des registres comptables fiables.

Le Conseil de la Communauté exerce tous les pouvoirs de la Communauté. Le Comité exécutif est responsable de l'administration des affaires de la Communauté. Il veille à ce que la loi, les règlements, les résolutions et les décisions du Conseil ainsi que les contrats soient observés et exécutés.

J'atteste de la véracité de ces états financiers, ainsi que de la concordance des renseignements supplémentaires et autres renseignements contenus dans l'ensemble du rapport financier annuel avec l'information présentée dans les états financiers.

Les états financiers ont été vérifiés par la firme de comptables agréés Raymond Chabot Grant Thornton, vérificateurs externes de la Communauté dont les services ont été retenus par le Conseil de la Communauté. Conformément aux dispositions de l'article 233.1 de la loi susdite, j'ai l'honneur de déposer le rapport financier pour l'exercice terminé le 31 décembre 2000, de même que le rapport des vérificateurs en date du 15 mars 2001.

Le trésorier,



Robert Jutreau, CA

Le 15 mars 2001

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux membres du Conseil de la
Communauté urbaine de Montréal

Nous avons vérifié les états financiers énumérés à la table des matières du rapport financier de la Communauté urbaine de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2000. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Communauté urbaine de Montréal. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

A notre avis, ces états financiers donnent, à tous égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Communauté urbaine de Montréal au 31 décembre 2000, ainsi que des résultats de ses opérations et de l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date, selon les conventions comptables décrites à la note 3.

Raymond Chabot Grant Thornton

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON
Société en nom collectif

Montréal, le 15 mars 2001

COMMUNAUTÉ
URBAINE
DE MONTRÉAL

États financiers

BILAN

(en milliers de dollars)

	Au 31 décembre 2000	Au 1er janvier 2000
	$	$
ACTIF		
À court terme		
Encaisse et placements	**83 902**	25 728
Placements affectés (note 4)	**185 679**	163 817
Débiteurs (note 5)	**52 880**	54 229
Stock (note 6)	**9 498**	5 191
Tranche exigible à court terme des créances (note 7)	**66 394**	65 708
Montant à pourvoir (note 8)	**123 112**	137 923
	521 465	452 596
À long terme		
Placements affectés (note 4)	**336 560**	336 306
Créances (note 7)	**1 308 497**	1 358 442
Dette à refinancer		30 140
Immobilisations et travaux en cours (note 9)	**1 197 767**	1 224 592
	2 842 824	2 949 480
	3 364 289	3 402 076
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus (note 10)	**251 861**	266 254
Versements exigibles sur la dette à long terme (note 11)	**129 002**	62 139
	380 863	328 393
À long terme		
Subventions reportées (note 9)	**742 235**	768 025
Dette à long terme (note 11)	**2 125 868**	2 212 612
	2 868 103	2 980 637
AVOIR DES MUNICIPALITÉS		
Fonds réservés et investissement net dans les éléments d'actif à long terme	**78 212**	69 501
Surplus non-affecté	**11 145**	6 242
Surplus affecté	**25 966**	17 303
	115 323	93 046
	3 364 289	3 402 076

Les notes et tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES

Exercice terminé le 31 décembre (en milliers de dollars)

	BUDGET	RÉEL 2000			RÉEL
	2000	MUNICIPALITÉS	QUÉBEC	TOTAL	1999
	$	$	$	$	$
Revenus					
Répartitions aux municipalités					
Ensemble des municipalités	818 904	818 904		818 904	818 904
Certaines municipalités	793	792		792	896
Autres revenus de sources locales	71 568	57 529	21 856	79 385	66 188
Transferts	184 757		176 616	176 616	181 895
	1 076 022	**877 225**	**198 472**	**1 075 697**	**1 067 883**
Dépenses de fonctionnement (note 17)					
Administration générale	28 318	27 091		27 091	26 331
Évaluation des immeubles	18 762	17 846		17 846	17 934
Sécurité publique	390 339	386 768		386 768	385 437
Transport	358 466	285 489	67 635	353 124	355 976
Environnement	162 590	74 292	83 667	157 959	160 445
Aménagement, urbanisme et développement	3 729	3 480		3 480	3 878
Loisirs et culture	26 099	25 989	100	26 089	25 654
Transfert aux activités d'investissement net des dépenses de fonctionnement financées à long terme	2 467	2 807	(748)	2 059	3 783
Réserve pour dépenses non prévues au budget et réclamations	8 461	312		312	545
	999 231	824 074	150 654	974 728	979 983
Autres activités financières					
Remboursement en capital (note 17)	65 249	28 015	36 912	64 927	87 294
Virement - fonds d'amortissement (note 17)	23 531	11 570	10 906	22 476	(325)
	1 088 011	**863 659**	**198 472**	**1 062 131**	**1 066 952**
Résultat des activités financières avant affectations	**(11 989)**	**13 566**		**13 566**	**931**
Affectations					
Surplus accumulé	10 539	10 539		10 539	18 942
Excédents et insuffisances de répartitions	1 450	1 341		1 341	(3 874)
Sous-total affectations	**11 989**	**11 880**		**11 880**	**15 068**
Résultat net		**25 446**		**25 446**	**15 999**

ÉTAT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Exercice terminé le 31 décembre (en milliers de dollars)

	BUDGET	RÉEL 2000			RÉEL
	2000	MUNICIPALITÉS	QUÉBEC	TOTAL	1999
	$	$	$	$	$
Sources de financement					
Emprunts à long terme (1)	28 373	24 528	3 320	**27 848**	21 687
Emprunts du fonds de roulement	11 462	10 469		**10 469**	10 279
Autres revenus		623	28	**651**	119
Transfert des activités financières - biens durables	3 517	3 139		**3 139**	4 046
	43 352	38 759	3 348	**42 107**	36 131
Variation du financement temporaire		(14 801)	(2 209)	**(17 010)**	(10 302)
	43 352	**23 958**	**1 139**	**25 097**	**25 829**
Dépenses d'investissement					
Administration générale	2 284	1 948		**1 948**	1 557
Évaluation des immeubles	43	42		**42**	284
Sécurité publique	31 625	19 762		**19 762**	18 004
Transport	4 704	108	42	**150**	303
Environnement	3 269	1 030	1 086	**2 116**	4 456
Aménagement, urbanisme et développement	31	43		**43**	44
Loisirs et culture	1 396	1 036		**1 036**	1 181
	43 352	**23 969**	**1 128**	**25 097**	**25 829**

(1) Excluant les frais de refinancement financés à long terme de 1 080 $ pour 2000; (263 $ pour 1999).

ÉTAT DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX

Exercice terminé le 31 décembre (en milliers de dollars)

	Dépenses de fonctionnement	Frais de financement	Total	Amortissement: Immobilisations	Amortissement: Subventions reportées	Subventions de fonctionnement	Coût des services: Réel 2000	Coût des services: Budget 2000
	$	$	$	$	$	$	$	$
Administration générale								
Administration générale	25 706	480	26 186	2 009			**28 195**	29 405
Autres	905		905				**905**	953
	26 611	**480**	**27 091**	**2 009**			**29 100**	**30 358**
Évaluation des immeubles	**17 846**		**17 846**	**210**			**18 056**	**18 927**
Sécurité publique								
Service de police	368 409	5 339	373 748	9 358			**383 106**	384 622
Centre d'urgence 9-1-1	4 388	87	4 475	353			**4 828**	5 313
Centre de sécurité civile	528	34	562	30			**592**	574
Autres	7 983		7 983				**7 983**	9 650
	381 308	**5 460**	**386 768**	**9 741**			**396 509**	**400 159**
Transport								
Transport collectif	255 471	95 750	351 221			67 635	**283 586**	283 789
Bureau du taxi	1 269	74	1 343	89			**1 432**	1 881
Boulevard Métropolitain		560	560				**560**	566
	256 740	**96 384**	**353 124**	**89**		**67 635**	**285 578**	**286 236**
Environnement								
Traitement des eaux usées	45 041	103 471	148 512	34 787	26 515	78 230	**78 554**	78 971
Assainissement de l'air	2 557	173	2 730	85		1 759	**1 056**	1 111
Contrôle des déversements industriels	2 860	203	3 063	138			**3 201**	6 298
Inspection des aliments	3 243	179	3 422	100		3 678	**(156)**	113
Autres	232		232				**232**	233
	53 933	**104 026**	**157 959**	**35 110**	**26 515**	**83 667**	**82 887**	**86 726**
Aménagement, urbanisme et développement								
Aménagement du territoire	1 185	60	1 245	65			**1 310**	1 398
Prospection des investissements étrangers	2 235		2 235				**2 235**	2 425
	3 420	**60**	**3 480**	**65**			**3 545**	**3 823**

ÉTAT DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX

Exercice terminé le 31 décembre (en milliers de dollars)

	Dépenses de fonctionnement	Frais de financement	Total	Amortissement		Subventions de fonctionnement	Coût des services	
				Immobilisations	Subventions reportées		**Réel 2000**	Budget 2000
	$	$	$	$	$	$	$	$
Loisirs et culture								
Parcs - nature	5 838	11 604	17 442	4 481	397	100	**21 426**	21 428
Conseil des arts	8 647		8 647	53	47		**8 653**	8 647
	14 485	**11 604**	**26 089**	**4 534**	**444**	**100**	**30 079**	**30 075**
Frais de financement	**218 014**	**(218 014)**						
Transfert aux activités d'investissement net des dépenses de fonctionnement financées à long terme	**2 059**		**2 059**			**(748)**	**2 807**	**3 095**
Réserve pour dépenses non prévues au budget et réclamations	**312**		**312**				**312**	**6 704**
Total des dépenses	**974 728**		**974 728**	**51 758**	**26 959**	**150 654**	**848 873**	**866 103**

ÉTAT DU SURPLUS ACCUMULÉ

(en milliers de dollars)

	Au 31 décembre 2000	Au 1er janvier 2000
	$	$
Surplus non affecté		
Solde du début	**6 242**	782
Transfert du surplus affecté relatif au stock	**4 715**	
Résultat net de l'exercice	**25 446**	15 999
Transfert au surplus affecté	**(25 258)**	(10 539)
Solde de la fin	**11 145**	6 242
Surplus affecté		
Solde du début	**17 303**	23 657
Transfert au surplus non affecté relatif au stock	**(4 715)**	
Affectations à l'état des activités financières:		
Surplus accumulé	**(10 539)**	(18 942)
Excédents des répartitions	**(1 341)**	2 049
Transfert du surplus non affecté	**25 258**	10 539
Solde de la fin	**25 966**	17 303
Solde de la fin constitué de:		
Excédents de répartitions	**708**	2 049
Stock		4 715
Surplus affecté au budget de l'exercice subséquent	**16 242**	10 539
Surplus affecté aux dépenses de l'exercice subséquent	**9 016**	
Solde de la fin	**25 966**	17 303
Surplus accumulé	**37 111**	23 545

ÉTAT DES FONDS RÉSERVÉS ET DE L'INVESTISSEMENT NET DANS LES ÉLÉMENTS D'ACTIF À LONG TERME

Exercice terminé le 31 décembre (en milliers de dollars)

	2000		
	Fonds réservés	Investissement net	Total
	$	$	$
Solde au début de l'exercice	**210 397**	**(140 896)**	**69 501**
Ajouter			
Virement de l'état des activités financières	38 199		38 199
Acquisitions d'immobilisations		24 954	24 954
Amortissement des subventions reportées		26 959	26 959
Remboursement de la dette à long terme		84 192	84 192
Variation du financement temporaire		16 884	16 884
	38 199	**152 989**	**191 188**
Déduire			
Virement à l'état des activités financières	23 147		23 147
Radiation immobilisations		21	21
Amortissement des immobilisations		51 758	51 758
Émission de dette à long terme		87 101	87 101
Réduction de créances à long terme		19 281	19 281
Augmentation des subventions reportées		1 169	1 169
	23 147	**159 330**	**182 477**
Solde à la fin de l'exercice	**225 449**	**(147 237)**	**78 212**

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Exercice terminé le 31 décembre (en milliers de dollars)

	2000 $	1999 $
Activités de fonctionnement		
Résultat net	**25 446**	15 999
Éléments n'impliquant aucun mouvement de liquidités		
Affectations:		
Surplus accumulé	**(10 539)**	(18 942)
Excédents de répartitions	**(1 341)**	3 874
	13 566	931
Éléments n'affectant pas le fonctionnement		
Transfert à l'état des activités d'investissement	**(3 139)**	(4 046)
Remboursement en capital	**3 190**	3 142
Contribution au fonds d'amortissement	**80 589**	80 599
	94 206	80 626
Variation nette des éléments hors caisse		
Débiteurs	**1 349**	6 023
Stock	**(4 307)**	(476)
Montant à pourvoir	**14 811**	
Créditeurs et frais courus	**(14 393)**	9 019
Liquidités provenant des activités de fonctionnement	**91 666**	**95 192**
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	**(21 958)**	(21 783)
Transfert à l'état des activités de fonctionnement	**(1 455)**	(481)
Acquisition de placements à long terme	**(254)**	68 522
Liquidités provenant (utilisées) des activités d'investissement	**(23 667)**	**46 258**
Activités de financement		
Émission de dette à long terme	**128 494**	77 722
Remboursement de dette à long terme		
Par le fonds d'amortissement	**(58 473)**	(74 661)
Par le fonds d'administration	**(3 190)**	(3 142)
Dette à long terme à refinancer	**30 140**	(30 140)
Subventions, contributions et autres	**11 487**	10 619
Biens durables	**3 139**	4 046
Produits des émissions affectés aux refinancements	**(99 560)**	(55 771)
Liquidités provenant (utilisées) des activités de financement	**12 037**	**(71 327)**
Augmentation des liquidités	**80 036**	70 123
Situation des liquidités au début	**189 545**	119 422
Situation des liquidités à la fin	**269 581**	**189 545**
Constituées comme suit:		
Encaisse et placements	**83 902**	25 728
Placements affectés	**185 679**	163 817
	269 581	**189 545**

COMMUNAUTÉ
URBAINE
DE MONTRÉAL

Notes et tableaux complémentaires

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 décembre 2000

1- Statuts et nature des activités

La Communauté urbaine de Montréal est un organisme gouvernemental régional qui regroupe 28 municipalités et qui est responsable de certaines activités municipales à caractère régional. La Communauté a été créée par une loi de l'Assemblée nationale du Québec entrée en vigueur le 1er janvier 1970 (chapitre 84 des lois du Québec de 1969). De plus, cette loi a créé le Conseil des arts de la Communauté qui a pour mission l'harmonisation et la coordination des initiatives d'ordre artistique et culturel sur le territoire de la Communauté.

En vertu de la même loi, la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal est chargée des activités de transport en commun sur le territoire. Les argents nécessaires annuellement à la Communauté pour le paiement de ses dépenses dont notamment le coût des emprunts et sa contribution à la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal, déduction faite des revenus et des subventions, sont à la charge des municipalités de son territoire en proportion de leur potentiel fiscal respectif.

La loi 170, adoptée par le gouvernement du Québec le 15 décembre 2000, crée une nouvelle entité juridique, la Ville de Montréal qui succède, à compter du 1er janvier 2002, aux droits, obligations et charges de la Communauté urbaine de Montréal ainsi qu'à ceux des municipalités de la Communauté.

2- Nouvelles normes comptables

Les états financiers de la Communauté tiennent compte des nouvelles normes comptables en vigueur à partir du 1er janvier 2000 qui ont été décrétées par le ministère des Affaires municipales et de la Métropole.

L'application de ces nouvelles normes comptables a un effet important sur la présentation d'ensemble des états financiers. Ainsi les états financiers ne sont plus présentés par fonds.

Les états financiers comprennent les éléments suivants:

- État des activités financières
- État des activités d'investissement
- État du coût des services municipaux
- État des fonds réservés et de l'investissement net dans les éléments d'actif à long terme
- État de l'évolution de la situation financière

L'objectif de chacun de ces états financiers se décrit comme suit:

<u>État des activités financières</u>

Cet état présente les revenus, les dépenses de fonctionnement, les autres activités financières ainsi que les affectations. Les frais de financement sont imputés aux dépenses de fonctionnement.

<u>État des activités d'investissement</u>

Cet état présente l'ensemble des dépenses d'investissement et leurs sources de financement.

<u>État du coût des services municipaux</u>

Cet état présente le coût des ressources utilisées pour produire les services rendus au cours de l'exercice. Cet état comprend donc les dépenses de fonctionnement, les frais de financement, les dépenses d'amortissement des immobilisations réduites de l'amortissement des subventions reportées et des subventions du gouvernement du Québec relatives aux dépenses de fonctionnement.

<u>État des fonds réservés et de l'investissement net dans les éléments d'actifs à long terme</u>

Cet état sert à comptabiliser principalement les transactions relatives aux sommes accumulées en vue du remboursement d'emprunts à long terme. De plus, cet état présente l'avoir des municipalités en terme d'éléments d'actif net à long terme.

État de l'évolution de la situation financière

Cet état démontre de quelle manière la Communauté a financé ses activités et a comblé ses besoins en liquidités. Il permet également d'évaluer la liquidité de la Communauté et sa capacité de produire des fonds et de rembourser ses dettes.

De plus, l'application des nouvelles normes comptables comporte, plusieurs modifications qui ont un impact sur le niveau des revenus et des dépenses. A cet effet, les données des années antérieures ont été reclassifiées pour être comparatives avec celles de l'année 2000. De façon exceptionnelle, le bilan au 31 décembre 2000 est comparé avec le bilan d'ouverture au 1er janvier 2000. Les modifications apportées ayant un impact sur les états financiers 2000 de la Communauté sont les suivantes:

- La comptabilisation selon la méthode de la comptabilité d'exercice;
- La comptabilisation et la présentation des immobilisations et des subventions reportées à la valeur amortie.

Les principales modifications concernant les nouvelles normes sont les suivantes:

Éléments de rémunération et des avantages sociaux acquis par les employés au 31 décembre 1999.

La Communauté doit comptabiliser, à compter du 1er janvier 2000, les éléments de rémunération et des avantages sociaux acquis par les employés au 31 décembre 1999.

Ces éléments représentent 103,0 millions de dollars au 31 décembre 2000 (117,7 millions au 1er janvier 2000) et font partie des créditeurs et frais courus. La contrepartie est présentée comme montant à pourvoir. Pour atténuer l'impact financier découlant de l'introduction de cette nouvelle norme comptable, la Communauté s'est prévalue d'une mesure transitoire. Cette mesure permet à la Communauté de passer en charge de façon systématique l'amortissement de ce passif sur une période qui n'excède pas la durée estimative du reste de la carrière active des groupes d'employés visés. Cette période est de 17 ans pour le personnel policier et 16 ans pour le personnel civil. Toutefois, si le déboursé de l'année est supérieur à l'amortissement, c'est le déboursé qui sera comptabilisé comme dépense. Pour l'année 2000, cette dépense supplémentaire résultant de la modification représente un montant net de 11,5 millions.

Intérêts courus à payer sur la dette à long terme.

Les intérêts sur la dette à long terme émise avant le 1er janvier 2001, ainsi que les intérêts sur les emprunts de refinancement de cette dette, n'étaient pas comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. A cet effet, la Communauté doit inscrire à son bilan les intérêts courus à payer sur cette dette à long terme. Ces intérêts courus à payer représentent 57,9 millions de dollars au 31 décembre 2000 (60,3 millions au 1er janvier 2000).

La contrepartie de ce montant est inscrite comme débiteur pour la portion attribuable au gouvernement du Québec pour un montant de 37,8 millions de dollars (40,0 millions au 1er janvier 2000) et comme montant à pourvoir pour la portion attribuable aux municipalités pour un montant de 20,1 millions (20,3 millions au 1er janvier 2000).

Immobilisations et subventions reportées.

La modification concernant la comptabilisation et la présentation des immobilisations à la valeur amortie a pour effet de réduire la valeur des immobilisations de 469,0 millions de dollars au 1er janvier 2000 et d'inscrire au bilan la valeur des subventions reportées de 768,0 millions au 1er janvier 2000. Cette modification a aussi pour effet de réduire l'investissement net dans les éléments d'actif à long terme présenté à l'avoir des municipalités de 512,0 millions au 1er janvier 2000.

3- Énoncé des principales conventions comptables

Les états financiers sont présentés conformément aux principes comptables généralement reconnus dans le secteur public du Canada et conformément aux dispositions du Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de la Métropole et compte tenu de la Loi sur la Communauté.

Les états financiers de la Communauté ne comprennent pas les biens, les dettes et les opérations de la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal.

Les principales conventions comptables de la Communauté sont les suivantes:

Comptabilité d'exercice

Les opérations de la Communauté sont enregistrées selon la méthode de comptabilité d'exercice. Les revenus sont comptabilisés de façon brute afin d'enregistrer l'ensemble des activités économiques. Les dépenses sont comptabilisées lorsque les biens ou les services sont reçus ou rendus. Seuls les intérêts sur la dette à long terme émise avant le 1er janvier 2001 ainsi que les intérêts sur les emprunts de refinancement de cette dette sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité de caisse.

Placements affectés

Les placements affectés sont présentés au moindre du coût ou de la valeur du marché.

Stock

La Communauté comptabilise à son actif le stock au moindre du coût moyen ou du coût de remplacement.

Montant à pourvoir

Les montants à pourvoir sont répartis aux exercices financiers de la façon suivante:
- les intérêts courus sur la dette à long terme sont amortis selon l'échéancier de la dette
- les avantages sociaux découlant des mesures transitoires sont amortis sur une période qui n'excède pas la durée estimative du reste de la carrière active des groupes d'employés concernés.

Immobilisations, travaux en cours et subventions reportées

Les éléments d'actifs ne comprennent pas les actifs du réseau initial du métro, ni le coût des prolongements du métro, lesquels ont été transférés à la Société de transport.

Les immobilisations sont comptabilisées au coût brut et sont présentées au bilan à la valeur amortie. La période d'amortissement établie selon la durée de vie utile pour les différentes catégories d'immobilisations sont les suivants:

	Période d'amortissement
Infrastructures	20-40 ans
Bâtiments et améliorations locatives	15-40 ans
Machinerie, outillage et équipement	10-20 ans
Véhicules	5-20 ans
Ameublement, équipement de bureau et d'informatique	5-10 ans

La dépense d'amortissement calculée de façon linéaire est reflétée à l'état du coût des services municipaux et n'est pas passée en charge à l'état des activités financières.

Les subventions reportées sont amorties au même rythme que les immobilisations auxquelles elles se rattachent.

Dette à long terme

La dette à long terme remboursable en devises étrangères est convertie en dollars canadiens, aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Toutefois, la dette faisant l'objet d'une couverture contre les risques de change est convertie aux taux de change établis selon les conditions de la couverture. Les pertes de change non réalisées résultant de ces conversions sont comptabilisées et amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée résiduelle du règlement d'emprunt.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

31 décembre 2000

	31 décembre 2000	1er janvier 2000
	$	$
4- Placements affectés		
Placements à court terme		
Fonds d'amortissement (valeur au marché 190 269 $, 166 554 $ au 1er janvier 2000).....	**185 679**	163 817
Placements à long terme		
Fonds d'amortissement (valeur au marché 341 710 $, 338 739 $ au 1er janvier 2000).....	**336 560**	336 306
	522 239	**500 123**
Affectés pour le remboursement de la dette des:		
- Prolongements du métro	**188 688**	181 264
- Autres règlements	**225 449**	210 397
- Pertes de change non réalisées (prolongements du métro et autres règlements)	**108 102**	108 462
	522 239	**500 123**

Les placements à court terme incluent un montant de 118,7 millions de dollars (61,1 millions au 1er janvier 2000) qui servira au paiement des versements exigibles sur la dette à long terme.

Les placements à long terme incluent des obligations de la Communauté urbaine de Montréal pour un montant de 14,7 millions de dollars (7,9 millions au 1er janvier 2000).

5- Débiteurs		
Gouvernement du Canada	**647**	453
Gouvernement du Québec		
- Intérêts courus - dette à long terme	**37 784**	39 987
- Transferts conditionnels	**3 905**	3 201
- Autres	**4 168**	4 772
Entreprises, organismes et individus	**6 376**	5 816
	52 880	**54 229**
6- Stock		
Matériels, pièces et fournitures - Station d'épuration	**6 175**	5 191
Vêtements et accessoires - Service de police	**3 323**	
	9 498	**5 191**
7- Créances		
Recouvrement pour les pertes de changes non réalisées sur la dette à long terme		
- Gouvernement du Québec	**57 411**	60 651
- Municipalités	**23 388**	20 299
Recouvrement de la dette à long terme pour le boul. Métropolitain de certaines municipalités	**1 190**	1 587
Recouvrement de la dette à long terme pour les prolongements du métro		
- Gouvernement du Québec	**427 111**	448 235
- Municipalités	**168 279**	176 982
Recouvrement de la dette à long terme - autre que le métro		
- Gouvernement du Québec	**697 512**	716 396
	1 374 891	1 424 150
Moins: Tranche exigible à court terme des créances	**66 394**	65 708
	1 308 497	**1 358 442**

Le gouvernement du Québec subventionne annuellement pour les prolongements du métro, 60% du coût des emprunts à long terme contractés avant 1981 et sur toute partie de cette dette refinancée subséquemment, et 100 % du coût des emprunts à long terme contractés après cette date; toutefois, certains projets d'améliorations du réseau du métro sont à la charge des municipalités de la Communauté. Le gouvernement du Québec subventionne 76,48 % du coût des emprunts à long terme contractés pour le traitement des eaux usées.

	31 décembre 2000	1er janvier 2000
	$	$
8- Montant à pourvoir		
Intérêts courus sur la dette à long terme	**20 086**	20 268
Avantages sociaux	**103 026**	117 655
	123 112	137 923

	Au 31 décembre 2000				1er janvier 2000
	Coût des immobilisations	Travaux en cours	Amortissement accumulé	Valeur nette	Valeur nette
	$	$	$	$	$
9- Immobilisations, travaux en cours et subventions reportées					
Infrastructures	1 502 234	50 114	459 104	**1 093 244**	1 129 632
Bâtiments	32 425	15 031	7 816	**39 640**	30 166
Véhicules	26 548		9 859	**16 689**	15 046
Machinerie, outillage et équipement	4 761		1 308	**3 453**	3 240
Ameublement et équipement de bureau	44 335		39 231	**5 104**	5 626
Améliorations locatives	32 528	3	6 548	**25 983**	25 922
Équipement informatique	28 774	536	15 656	**13 654**	14 960
	1 671 605	65 684	539 522	**1 197 767**	**1 224 592**
Subventions reportées	1 073 404	4 905	336 074	**742 235**	**768 025**

Les subventions reportées représentent les subventions du gouvernement du Québec pour la construction de la station d'épuration et l'acquisition ou l'aménagement de certains parcs nature.

	31 décembre 2000	1er janvier 2000
	$	$
10- Créditeurs et frais courus		
Fournisseurs	**10 741**	24 478
Salaires et déductions à la source	**34 130**	29 795
Avantages sociaux	**120 534**	123 647
Dépôts et retenues de garantie	**3 532**	3 128
Intérêts sur fonds d'amortissement - Gouvernement du Québec	**21 863**	21 525
Intérêts courus sur la dette à long terme	**57 870**	60 255
Autres	**3 191**	3 426
	251 861	**266 254**

	31 décembre 2000	1er janvier 2000
	$	$
11- Dette à long terme		
Obligations		
- en monnaie canadienne	**1 645 866**	1 657 874
- en monnaies étrangères	**609 004**	616 877
	2 254 870	2 274 751
Moins: Versements exigibles à court terme	**129 002**	62 139
	2 125 868	2 212 612
Le recouvrement de la dette à long terme se répartit de la façon suivante:		
À recouvrer du gouvernement du Québec	**1 181 607**	1 224 796
À recouvrer des municipalités		
- Une partie des municipalités	**1 091**	1 454
- Ensemble des municipalités	**549 933**	548 378
	1 732 631	1 774 628
Sommes accumulées au fonds d'amortissement	**522 239**	500 123
	2 254 870	**2 274 751**

Les échéances de la dette pour les prochaines années sont évaluées:

	Échéance	À refinancer	Échéance nette
2001	340 486	211 484	129 002
2002	318 871	200 164	118 707
2003	300 002	187 086	112 916
2004	250 373	162 407	87 966
2005	200 591	133 137	67 454
	1 410 323	894 278	516 045
2006 et suivantes	844 547	365 260	479 287
Total	**2 254 870**	**1 259 538**	**995 332**

12- Pouvoir d'emprunt

Le Conseil de la Communauté urbaine de Montréal a adopté des règlements d'emprunt aux fins de ces dépenses pour une somme de 4 905,2 millions de dollars (4 907,1 millions en 1999). Au 31 décembre 2000, le montant du financement réalisé est de 2 854,9 millions (2 815,2 millions en 1999).

Aux fins de son financement temporaire, la Communauté peut emprunter, par l'entremise de son fonds de roulement, jusqu'à concurrence de 125,0 millions de dollars.

13- Obligations contractuelles - Régimes de retraite

a) Résumé des principales dispositions des régimes de retraite de la Communauté

Les employés de la Communauté urbaine de Montréal (à l'exception des brigadiers scolaires et des cadets-policiers) doivent participer à des régimes de retraite complémentaires contributifs à prestations déterminées en vertu desquels ils recevront une rente de retraite viagère, établie selon le salaire et la durée du service. Toutes les prestations sont indexées de la manière prévue au régime.

Les régimes des employés syndiqués et des cadres sont administrés par les Comités de gestion des régimes de retraite des employés syndiqués et des cadres et le régime de rentes des policiers et policières est administré par l'Association de Bienfaisance et de retraite des policiers et des policières de la Communauté urbaine de Montréal.

La Communauté a établi deux régimes supplémentaires de prestations de retraite au bénéfice de certains cadres et employés syndiqués (conventions de retraite). De plus, pour le personnel policier, une fiducie a été créée pour effectuer le paiement de ces prestations. Ces prestations représentent l'excédent, s'il en est, de celles qui étaient prévues par les régimes de base avant que ces derniers soient modifiés à compter du 1er janvier 1992 pour se conformer aux exigences fiscales.

b) Méthode de comptabilisation de la dépense

La Communauté doit acquitter les sommes nécessaires, déterminées selon des évaluations actuarielles triennales, pour que les prestations soient totalement constituées au moment du départ à la retraite des employés.

La politique de capitalisation des régimes, adoptée par la Communauté, consiste à verser chaque année le montant requis pour provisionner les prestations constituées au cours de l'exercice. Ce montant est exprimé en pourcentage des salaires.

c) Résultats des plus récentes évaluations actuarielles

L'évaluation actuarielle aux fins de capitalisation au 1er janvier 1998, établit que le régime de rentes des policiers et policières est entièrement capitalisé; cette donnée indique que l'actif net couvre toutes les prestations promises aux participants au 1er janvier 1998 et montre un excédent de la valeur actuarielle de l'actif de 205,6 millions de dollars. Au 31 décembre 2000, le solde de ce surplus est estimé à 124,9 millions sans égard à l'expérience réelle mais tenant compte de l'utilisation sous forme de congés de cotisations.

Selon l'évaluation actuarielle du régime de retraite des employés syndiqués réalisée par l'actuaire du régime au 31 décembre 1997, ce régime était entièrement provisionné au 31 décembre 1997 et présentait un surplus de 57,5 millions de dollars. Au 31 décembre 2000, le solde de ce surplus est estimé à 48,0 millions sans égard à l'expérience réelle mais tenant compte de l'utilisation sous forme de congés de cotisations.

Selon l'évaluation actuarielle du régime de retraite des cadres réalisée par l'actuaire du régime au 31 décembre 1997, ce régime était entièrement provisionné au 31 décembre 1997 et présentait un surplus de 12,9 millions de dollars. Au 31 décembre 2000, le solde de ce surplus est estimé à 10,0 millions sans égard à l'expérience réelle mais tenant compte de l'utilisation sous forme de congés de cotisations.

La Communauté et les participants partagent à parts égales le surplus actuariel disponible à cet effet, selon la définition prévue respectivement à chacun des trois régimes. Les évaluations actuarielles aux fins de solvabilité confirment que les trois régimes sont entièrement solvables en date de l'évaluation.

d) Valeur actuarielle de l'actif et des prestations constituées

Basé sur les dernières évaluations actuarielles, le tableau suivant présente la valeur actuarielle de l'actif et celle des prestations constituées:

	2000		1999	
(en milliers de dollars)	Valeur actuarielle de l'actif $	Valeur actuarielle des prestations constituées $	Valeur actuarielle de l'actif $	Valeur actuarielle des prestations constituées $
Régime de rentes des policiers et policières (caisse CUM)	**2 991 563**	**2 382 992**	2 752 201	2 278 864
Régime de retraite des employés syndiqués	**399 861**	**317 089**	374 202	297 982
Régime de retraite des cadres	**139 472**	**117 352**	130 958	111 505
	3 530 896	**2 817 433**	**3 257 361**	**2 688 351**

La valeur actuarielle de l'actif net disponible pour le service des prestations a été déterminée de manière à tenir compte des tendances à long terme du marché. L'évaluation des placements est basée sur la moyenne mobile des valeurs marchandes sur trois (3) ans, pour les régimes de retraite des employés syndiqués et des cadres, et sur la moyenne mobile des justes valeurs étalées sur quatre (4) ans en ce qui concerne le régime de rentes des policiers et policières.

La valeur actuarielle des prestations constituées a été déterminée au moyen de la méthode de la répartition des prestations au prorata des années de service, et à partir des hypothèses les plus probables aux fins de l'évaluation de la situation financière du régime.

e) Valeur des congés de cotisation

Les cotisations aux régimes de retraite sont normalement imputées aux dépenses de l'exercice. Cependant, à cause de l'existence de surplus actuariels partagés selon les règles prévues aux régimes, la Communauté bénéficie présentement de congés de cotisations. Si la Communauté n'avait pas bénéficié de ces congés, les cotisations aux régimes de retraite auraient été les suivantes:

	2000 $	1999 $
Régime de rentes des policiers et policières	**36 120**	36 555
Régime de retraite des employés syndiqués	**7 627**	7 310
Régime de retraite des cadres	**1 806**	1 966
	45 553	**45 831**

14- Autres obligations contractuelles

a) Baux

Les montants exigibles, jusqu'en 2025, en vertu de baux pour locaux loués au 31 décembre 2000, totalisent 97,9 millions de dollars (100,7 millions en 1999).

b) Engagements

Les engagements relatifs aux dépenses d'investissement contractés pour des travaux dont l'exécution sera subséquente à la fin de l'exercice totalisent 27,5 millions de dollars au 31 décembre 2000 (20,8 millions en 1999).

15- Éventualités

Réclamations

Au 31 décembre 2000, des réclamations en justice sont pendantes contre la Communauté pour une somme d'environ 148,4 millions de dollars. Toutefois, la Communauté conteste en justice le bien-fondé de ces réclamations. S'il y avait obligation de les acquitter, pour un montant présentement impossible à déterminer, la perte qui en résulterait serait comptabilisée aux activités financières ou aux activités d'investissement concernées.

16- Transactions avec les organismes municipaux apparentés

La Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal (ci-après mentionné la Société) a été constituée en vertu de la loi sur la Communauté urbaine de Montréal et a pour mandat d'organiser et de fournir le transport en commun, principalement dans les 28 municipalités du territoire de l'île de Montréal.

	2000	1999
	$	$
Information financière sur la Société:		
- Actif	**1 301 786**	1 330 537
- Passif	**860 260**	887 562
- Avoir des municipalités	**441 526**	442 975
	1 301 786	**1 330 537**
- Revenus	**684 498**	683 181
- Dépenses	**675 364**	676 694
- Résultat net	**9 134**	**6 487**

Les états financiers de la Communauté ne comprennent pas les biens, les dettes et les opérations de la Société Cependant, ils comprennent la contribution de la Communauté au financement des activités de la Société, au montant de 231,6 millions.

De plus, la Communauté a transféré à la Société des actifs du métro pour un montant de 0,1 million de dollars (0,1 million en 1999). Au 31 décembre 2000, la valeur total des actifs du métro transférés à la Société représente un montant de 1 217,5 millions (1 217,4 millions au 31 décembre 1999). De plus, la Communauté détient également, au 31 décembre 2000, dans ses placements affectés, des placements de la Société pour un montant de 19,8 millions (19,0 millions au 31 décembre 1999).

	2000	1999
	$	$
17- Coût des emprunts imputés aux activités financières		
Dépenses de fonctionnement		
- Intérêts, pertes de change, frais de refinancement financés à long terme et autres frais	**218 014**	224 262
Autres activités financières		
- Remboursement en capital	**64 927**	87 294
- Virement - fonds d'amortissement	**22 476**	(325)
Coût total des emprunts	**305 417**	311 231
- Transferts conditionnels et revenus d'intérêts sur fonds d'amortissement	**(207 065)**	(211 453)
Coût des emprunts à la charge des municipalités	**98 352**	**99 778**

COMMUNAUTÉ
URBAINE
DE MONTRÉAL

États financiers
Tableaux complémentaires

DÉPENSES PAR OBJETS

Exercice terminé le 31 décembre (en milliers de dollars)

	Budget 2000 $	Réel 2000 $	Réel 1999 $
Dépenses de fonctionnement			
Rémunération - policiers	263 656	**267 558**	267 074
Rémunération - civils	104 686	**98 830**	96 168
Cotisations de l'employeur	38 419	**37 680**	36 142
Sous-total masse salariale	406 761	**404 068**	399 384
Transport et communication	8 008	**6 110**	6 965
Services professionnels, techniques et autres	16 163	**15 253**	15 192
Location, entretien et réparations	29 118	**29 689**	29 553
Biens non durables	32 256	**29 548**	30 631
Frais de financement			
Intérêts, pertes de change et autres frais sur emprunts:			
Municipalités	72 613	**71 992**	74 318
Gouvernement du Québec	151 653	**145 960**	149 901
Autres frais de financement	40	**62**	43
Contributions			
Société de transport	231 600	**231 600**	231 600
Agence métropolitaine de transport	24 064	**23 866**	24 098
Conseil des arts	8 647	**8 647**	8 558
Programme d'économie d'eau	3 060		2 540
École nationale de police du Québec	2 580	**2 443**	2 439
Montréal International	240	**1 620**	240
Autres objets			
Créances douteuses ou irrécouvrables	1 500	**1 499**	193
Transfert aux activités d'investissement net des dépenses de fonctionnement financées à long terme	2 467	**2 059**	3 783
Réserve pour dépenses non prévues au budget et réclamations	8 461	**312**	545
Total des dépenses de fonctionnement	**999 231**	**974 728**	**979 983**
Autres activités financières			
Remboursement en capital	65 249	**64 927**	87 294
Virement - fonds d'amortissement	23 531	**22 476**	(325)
	1 088 011	**1 062 131**	**1 066 952**

DETTE A LONG TERME - Solde en cours par émission

(en milliers de dollars)

Émission		Solde en cours				
Date	Valeur nominale	Taux d'intérêt	Échéances	En devises étrangères	31 déc. 2000 En dollars canadiens	1er janv. 2000 En dollars canadiens
	$	%			$	$
En dollars canadiens						
1978-09-15	41 461	9,50-10,75	2000-2018		**35 206**	35 873
1979-03-01	32 947	9,75-10,75	2000-2019		**28 473**	28 955
1979-09-01	24 989	9,50-10,75	2000-2019		**21 554**	21 922
1980-03-01	8 877	9,50-11,00	2000-2020		**7 753**	7 874
1981-06-30	35 070	9,50-10,50	2000-2021		**30 894**	31 343
1982-06-11	21 456	9,50-11,00	2000-2022		**19 315**	19 554
1983-01-20	11 600	10,00-11,00	2000-2022		**10 519**	10 642
1983-04-07	10 000	13,25	2000-2003		**5 450**	6 100
1983-09-15	7 141	9,50-11,00	2000-2023		**6 542**	6 611
1984-12-05	26 000	13,00	2000-2004		**15 860**	17 550
1985-11-13	31 750	11,75	2000-2005		**21 430**	23 494
1986-04-23	40 000	10,25	2000-2006		**29 600**	32 200
1986-12-15	12 858	9,50-11,00	2000-2026		**12 093**	12 189
1988-03-03	45 000	11,00	2000-2008		**40 500**	42 750
1988-09-15	50 000	11,375	2008		**50 000**	50 000
1988-12-15	50 000	10,625	2008		**50 000**	50 000
1989-12-01	48 000	10,25	2009		**48 000**	48 000
1990-08-02	50 000	11,50	2000			50 000
1990-12-06	35 000	11,75	2000			35 000
1990-12-06	53 000	12,00	2010		**53 000**	53 000
1991-05-23	75 000	10,75	2001		**75 000**	75 000
1991-11-15	50 000	10,25	2011		**50 000**	50 000
1992-12-17	100 000	9,00	2002		**100 000**	100 000
1993-07-22	25 000	8,00	2003		**25 000**	25 000
1993-07-22	37 500	8,85	2013		**37 500**	37 500
1994-01-05	75 000	7,50	2004		**75 000**	75 000
1997-07-04	28 500	6,80	2007		**28 500**	28 500
1997-07-04	46 500	7,35	2017		**46 500**	46 500
1998-10-09	15 000	5,20	2001		**15 000**	15 000
1998-10-09	16 000	5,35	2003		**16 000**	16 000
1998-10-09	19 000	5,75	2008		**19 000**	19 000
1999-07-08	19 500	5,20	2002		**19 500**	19 500
1999-07-08	20 500	5,40	2004		**20 500**	20 500
1999-07-08	10 000	5,75	2009		**10 000**	10 000
2000-03-03	15 000	6,25	2003		**15 000**	
2000-03-03	5 000	6,35	2004		**5 000**	
2000-03-03	15 000	6,40	2005		**15 000**	
2000-03-03	10 000	6,70	2010		**10 000**	
2000-12-15	32 000	5,55	2003		**32 000**	
2000-12-15	18 000	5,65	2005		**18 000**	
2000-12-15	20 000	6,00	2010		**20 000**	
					1 138 689	1 120 557

DETTE A LONG TERME - Solde en cours par émission (suite)

(en milliers de dollars)

Émission				Solde en cours		
Date	Valeur nominale	Taux d'intérêt	Échéances	En devises étrangères	31 déc. 2000 En dollars canadiens	1er janv. 2000 En dollars canadiens
	$	%			$	$
En dollars canadiens par suite de contrats d'échange de devises						
1992-05-15	70 000 DM	8,38	2002			
1992-05-15	49 400 $CAN	10,009	2002		**49 400**	49 400
1994-07-08	6 000 000 YEN	4,57	2004			
1994-07-08	78 000 $CAN	9,45	2004		**78 000**	78 000
1994-12-06	1 150 000 FLUX	8,375	2004			
1994-12-06	50 300 $CAN	9,69	2004		**50 300**	50 300
1995-03-15	50 000 $EU	variable	2005			
1995-03-15	70 300 $CAN	9,975	2005		**70 300**	70 300
1995-12-19	5 625 000 YEN	variable	2005			
1995-12-19	75 000 $CAN	8,264	2005		**75 000**	75 000
1996-11-15	150 000 DM	6,25	2006			
1996-11-15	132 500 $CAN	7,258	2006		**132 500**	132 500
1998-10-23	57 000 DM	variable	2008			
1998-10-23	51 677 $CAN	5,965	2008		**51 677**	51 677
					507 177	507 177
					1 645 866	**1 627 734**
En dollars des États-Unis						
1991-03-15	135 000 $EU	9,125	2001	135 000	**202 527**	194 845
1999-07-19	26 864 $EU	variable	2003	26 864	**40 302**	38 774
				161 864	**242 829**	233 619
En dollars des États-Unis par suite de contrats d'échange de devises						
1992-10-29	130 000 DM	8,125	2002			
1992-10-29	91 678 $EU	7,24	2002	91 678	**137 536**	132 320
1993-09-30	6 240 000 YEN	4,92	2003			
1993-09-30	61 280 $EU	6,245	2003	61 280	**91 932**	88 445
				152 958	**229 468**	220 765
				314 822	**472 297**	**454 384**

DETTE A LONG TERME - Solde en cours par émission (suite)
(en milliers de dollars)

Émission				Solde en cours		
Date	Valeur nominale	Taux d'intérêt	Échéances	En devises étrangères	31 déc. 2000 En dollars canadiens	1er janv. 2000 En dollars canadiens
	$	%			$	$
En yens japonais						
2000-08-14	2 750 000 YEN	1,66	2007	2 750 000	**36 080**	60 053
En marks allemands						
1991-12-11	52 500 DM	8,51	2001	52 500	**35 821**	38 992
En francs suisses						
1993-06-09	70 000 FS	5,25	2003	70 000	**64 806**	63 448
Montant à refinancer						30 140
					2 254 870	**2 274 751**

SOMMAIRE (en milliers de dollars)

Dollars canadiens ($CAN)		**1 645 866**	1 627 734
Dollars des États-Unis ($EU)	314 822	**472 297**	454 384
Yens japonais (YEN)	2 750 000	**36 080**	60 053
Marks allemands (DM)	52 500	**35 821**	38 992
Francs suisses (FS)	70 000	**64 806**	63 448
		2 254 870	2 244 611
Montant à refinancer			30 140
		2 254 870	**2 274 751**

SOMMAIRE (en pourcentage)

Dollars canadiens ($CAN)	**73,0**	71,6
Dollars des États-Unis ($EU)	**20,9**	20,0
Yens japonais (YEN)	**1,6**	2,6
Marks allemands (DM)	**1,6**	1,7
Francs suisses (FS)	**2,9**	2,8
	100,0	98,7
Montant à refinancer		1,3
	100,0	**100,0**

FINANCEMENT DES PROJETS EN COURS
(en milliers de dollars)

	Au 1er janvier 2000	Financement des dépenses de l'année	Projets fermés	**Au 31 décembre 2000**
Financement	54 715	8 511	2 413	**60 813**
Dépenses	58 984	9 312	2 612	**65 684**
	(4 269)	**(801)**	**(199)**	**(4 871)**
Répartitions				
Financement non utilisé	516	(9)		**507**
Dépenses à financer	4 785	792	199	**5 378**
	(4 269)	**(801)**	**(199)**	**(4 871)**

ENDETTEMENT TOTAL NET A LONG TERME

Exercice terminé le 31 décembre (en milliers de dollars)

	2000	1999
	$	$
Dette à long terme		
Prolongements du métro	**942 438**	968 784
Traitement des eaux usées	**1 095 356**	1 105 850
Parcs régionaux	**117 063**	115 958
Système de télécommunications	**4 830**	11 030
Construction et aménagement d'immeubles	**66 783**	55 793
Acquisition de véhicules pour le Service de police	**10 000**	
Site d'enfouissement	**9 800**	10 050
Boulevard Métropolitain	**5 971**	5 744
Frais de refinancement	**2 629**	1 542
	2 254 870	**2 274 751**
Déduire		
Sommes accumulées au fonds d'amortissement	**522 239**	500 123
Montants à recouvrer du gouvernement du Québec		
Prolongements du métro (1)	**475 511**	501 243
Traitement des eaux usées (1)	**702 981**	720 934
Frais de refinancement	**1 424**	835
Parcs régionaux - Site des moulins	**1 691**	1 784
	1 703 846	**1 724 919**
	551 024	**549 832**
Ajouter		
Dépenses à financer à long terme (2)	**6 027**	14 493
Montants à recouvrer du gouvernement du Québec (1)	**(976)**	(3 119)
Endettement total net à long terme	**556 075**	**561 206**

(1) Le partage de ces recouvrements est effectué sur la base des pourcentages mentionnés à la note 7 aux états financiers.

(2) Représente l'excédent des dépenses d'investissement effectuées sur le financement permanent réalisé.

COMMUNAUTÉ
URBAINE
DE MONTRÉAL

Renseignements supplémentaires

DÉTAIL DES REVENUS ET AFFECTATIONS

Exercice terminé le 31 décembre (en milliers de dollars)

	Budget 2000	Réel 2000	Écart	Réel 1999
	$	$	$	$
Répartitions aux municipalités				
Répartition des dépenses générales	531 423	**531 423**		525 196
Répartition des dépenses de transport collectif	287 481	**287 481**		293 708
	818 904	**818 904**		818 904
Répartition - certaines municipalités	793	**792**	(1)	896
Total des répartitions aux municipalités	**819 697**	**819 696**	**(1)**	**819 800**
Autres revenus de sources locales				
Services rendus				
Administration générale	3 273	**6 746**	3 473	5 587
Évaluation des immeubles	85	**102**	17	176
Sécurité publique	16 149	**14 311**	(1 838)	12 463
Transport	358	**329**	(29)	294
Environnement	878	**4 664**	3 786	1 015
Aménagement, urbanisme et développement	535	**546**	11	102
Loisirs et culture	898	**945**	47	831
	22 176	**27 643**	5 467	20 468
Autres revenus				
Permis				
Transport	1 646	**1 265**	(381)	1 187
Environnement		**5**	5	4
Amendes et pénalités				
Sécurité publique	6 000	**5 289**	(711)	2 921
Transport	75	**86**	11	71
Environnement	100	**256**	156	166
Redevances industrielles				
Environnement	4 450	**5 183**	733	3 143
Intérêts				
Municipalités	15 393	**17 802**	2 409	16 721
Gouvernement du Québec	21 728	**21 856**	128	21 507
	49 392	**51 742**	2 350	45 720
Total des autres revenus de sources locales	**71 568**	**79 385**	**7 817**	**66 188**

DÉTAIL DES REVENUS ET AFFECTATIONS

Exercice terminé le 31 décembre (en milliers de dollars)

	Budget 2000	Réel 2000	Écart	Réel 1999
	$	$	$	$
Transferts				
Subventions gouvernementales				
Transport				
Transport collectif	85 129	**79 622**	(5 507)	81 106
Environnement				
Traitement des eaux usées	93 984	**91 363**	(2 621)	95 153
Assainissement de l'air	1 759	**1 759**		1 759
Inspection des aliments	3 678	**3 678**		3 678
Loisirs et culture				
Parcs - nature	207	**194**	(13)	199
Total des transferts	**184 757**	**176 616**	**(8 141)**	**181 895**
Total des revenus	**1 076 022**	**1 075 697**	**(325)**	**1 067 883**
Affectations				
Surplus accumulé	10 539	**10 539**		18 942
Excédents et insuffisances de répartitions	1 450	**1 341**	(109)	(3 874)
Total	**1 088 011**	**1 087 577**	**(434)**	**1 082 951**

DÉTAIL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT, AUTRES ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET FONDS RÉSERVÉS

Exercice terminé le 31 décembre (en milliers de dollars)

	Budget 2000	Réel 2000	Écart	Réel 1999
	$	$	$	$
Administration générale				
Conseil et Comité exécutif	2 080	**1 951**	129	1 923
Vérification interne	766	**713**	53	739
Secrétariat	1 690	**1 559**	131	1 589
Bureau du directeur général	486	**392**	94	403
Affaires corporatives	1 401	**1 395**	6	1 404
Gestion des technologies de l'information	2 532	**2 479**	53	2 077
Ressources humaines	4 410	**4 084**	326	3 903
Services juridiques	1 968	**1 953**	15	1 902
Soutien technique	4 280	**4 091**	189	4 183
Trésorerie	7 752	**7 569**	183	7 364
Autres	953	**905**	48	844
	28 318	**27 091**	**1 227**	**26 331**
Évaluation des immeubles	**18 762**	**17 846**	**916**	**17 934**
Sécurité publique				
Service de police	375 164	**373 748**	1 416	374 809
Centre d'urgence 9-1-1	4 969	**4 475**	494	3 362
Centre de sécurité publique	556	**562**	(6)	582
Autres	9 650	**7 983**	1 667	6 684
	390 339	**386 768**	**3 571**	**385 437**
Transport				
Transport collectif	356 116	**351 221**	4 895	354 109
Bureau du taxi	1 784	**1 343**	441	1 302
Boulevard Métropolitain	566	**560**	6	565
	358 466	**353 124**	**5 342**	**355 976**
Environnement				
Traitement des eaux usées	149 717	**148 512**	1 205	149 363
Assainissement de l'air	2 785	**2 730**	55	2 633
Contrôle des déversements industriels	6 162	**3 063**	3 099	5 103
Inspection des aliments	3 693	**3 422**	271	3 346
Autres	233	**232**	1	
	162 590	**157 959**	**4 631**	**160 445**

DÉTAIL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT, AUTRES ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET FONDS RÉSERVÉS

Exercice terminé le 31 décembre (en milliers de dollars)

	Budget 2000	Réel 2000	Écart	Réel 1999
	$	$	$	$
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement du territoire	1 334	1 245	89	1 385
Prospection des investissements étrangers	2 395	2 235	160	2 493
	3 729	3 480	249	3 878
Loisirs et culture				
Parcs - nature	17 452	17 442	10	17 096
Contribution au Conseil des arts	8 647	8 647		8 558
	26 099	26 089	10	25 654
Transfert aux activités d'investissement	3 517	3 139	378	4 046
Dépenses de fonctionnement financées à long terme	(1 050)	(1 080)	30	(263)
	2 467	2 059	408	3 783
Réserve pour dépenses non prévues au budget et réclamations	8 461	312	8 149	545
Total des dépenses de fonctionnement	999 231	974 728	24 503	979 983
Autres activités financières				
Remboursement en capital - dette à long terme	54 458	54 458		77 014
Remboursement en capital - fonds de roulement	10 791	10 469	322	10 280
	65 249	64 927	322	87 294
Fonds réservés				
Virement du fonds d'amortissement	(45 495)	(45 494)	(1)	(68 423)
Virement au fonds d'amortissement	69 026	67 970	1 056	68 098
	23 531	22 476	1 055	(325)
Total	1 088 011	1 062 131	25 880	1 066 952

DÉTAIL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT PAR NATURE

Exercice terminé le 31 décembre (en milliers de dollars)

	Budget 2000	Réel 2000	Écart	Réel 1999
	$	$	$	$
Infrastructures				
Station d'épuration	592	1 422	(830)	3 161
Construction du métro	4 632	53	4 579	97
Parcs - nature	1 254	927	327	1 094
Bâtiments et améliorations locatives				
Édifices du Service de police	16 004	11 874	4 130	9 072
Édifices administratifs	90	301	(211)	710
Machinerie, outillage et équipement	3 684	594	3 090	1 528
Véhicules	6 194	5 703	491	6 095
Ameublement, équipement de bureau et d'informatique	1 898	2 801	(903)	2 486
Autres équipements informatiques				
Changements technologiques - police de quartier	5 128	183	4 945	713
Systèmes informatiques	2 103	1 125	978	848
Équipement de communication	1 773	114	1 659	25
Total	**43 352**	**25 097**	**18 255**	**25 829**

COÛT DES EMPRUNTS

Exercice terminé le 31 décembre (en milliers de dollars)

		Remboursement de capital		Fonds réservés	
	Frais de financement	Dette à long terme	Fonds de roulement	Virement du	Virement au
	$	$	$	$	$
Administration générale					
Vérification interne	13				5
Gestion des technologies de l'information	64		52		20
Soutien technique	240				87
Trésorerie	163		1 072		
	480		**1 124**		**112**
Sécurité publique					
Service de police	5 339	6 863	8 300	(6 863)	4 146
Centre urgence 9-1-1	87		324		14
Centre de sécurité civile	34				12
	5 460	**6 863**	**8 624**	**(6 863)**	**4 172**
Transport					
Transport collectif					
Prolongements du métro	92 056	22 429		(22 346)	29 866
Réseau initial (remboursement à la Ville de Montréal)	3 694	6 153			
Boulevard Métropolitain	560				397
Bureau du taxi	74		129		17
	96 384	**28 582**	**129**	**(22 346)**	**30 280**
Environnement					
Traitement des eaux usées	103 471	18 218	483	(15 489)	27 635
Assainissement de l'air	173				64
Contrôle des déversements industriels	203				76
Inspection des aliments	179				67
	104 026	**18 218**	**483**	**(15 489)**	**27 842**
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement du territoire	**60**				**21**
Loisirs et culture					
Parcs - nature	11 604	795	109	(795)	5 542
Société de verdissement					
	11 604	**795**	**109**	**(795)**	**5 542**
Coût brut des emprunts	**218 014**	**54 458**	**10 469**	**(45 493)**	**67 969**
Revenus d'intérêts sur fonds réservés					
Coût net des emprunts					

Réel 2000			Budget 2000	Réel 1999
Total	**Part du gouvernement du Québec**	**Part des municipalités**	Part des municipalités	Part des municipalités
$	**$**	**$**	**$**	**$**
18		**18**	18	18
136		**136**	136	75
327		**327**	326	332
1 235		**1 235**	1 387	1 221
1 716		**1 716**	**1 867**	**1 646**
17 785		**17 785**	18 550	18 419
425		**425**	433	301
46		**46**	46	45
18 256		**18 256**	**19 029**	**18 765**
122 005	86 617	**35 388**	35 419	36 158
9 847	5 909	**3 938**	3 915	4 095
957		**957**	963	962
220		**220**	223	89
133 029	**92 526**	**40 503**	**40 520**	**41 304**
134 318	101 058	**33 260**	33 837	34 047
237		**237**	237	236
279		**279**	279	279
246		**246**	246	246
135 080	**101 058**	**34 022**	**34 599**	**34 808**
81		**81**	**81**	**81**
17 255	194	**17 061**	17 071	16 865
				18
17 255	**194**	**17 061**	**17 071**	**16 883**
305 417	**193 778**	**111 639**	**113 167**	**113 487**
35 142	21 855	**13 287**	13 163	13 709
270 275	**171 923**	**98 352**	**100 004**	**99 778**

POUVOIR D'EMPRUNT POUR LE FINANCEMENT DES DÉPENSES

31 décembre 2000 (en milliers de dollars)

	Prolongements du métro	Traitement des eaux usées	Parcs régionaux	Construction et aménagement d'immeubles	Acquisition de véhicules (3)	Dépenses relatives aux opérations	Frais d'émission pour le refinancement d'emprunts	Total
	$	$	$	$	$	$		$
Pouvoir d'emprunt autorisé par le Conseil (1)	3 007 995	1 450 000	294 400	80 364	13 272	53 284	5 854	**4 905 169**
Emprunts autorisés par:								
Le Conseil (1)	2 374 895	1 450 000	167 091	80 364	13 272	53 284	5 854	**4 144 760**
Le ministère des Affaires municipales (2)	1 262 400	1 450 000	167 397	80 364	13 272		5 854	**2 979 287**
Financement réalisé	1 217 045	1 372 437	158 605	68 341	10 706	25 831	1 946	**2 854 911**
Montant à financer par:								
Émissions de titres	488	718	181	4 963	(313)		(10)	**6 027**
Emprunts temporaires						13 553		**13 553**
Financement total	**1 217 533**	**1 373 155**	**158 786**	**73 304**	**10 393**	**39 384**	**1 936**	**2 874 491**

(1) Ces montants regroupent une somme de 283,2 millions de dollars pour le prolongement de la ligne de métro no 5 vers Ville d'Anjou (règlement no 104) et 220,4 millions pour le prolongement de la ligne de métro no 2 nord-est vers la Ville de Laval (règlement no 105). Ces règlements d'emprunt n'ont pas été approuvés par le gouvernement du Québec.

(2) Conformément aux dispositions de la loi, les emprunts autorisés par le ministère des Affaires municipales et de la Métropole ne sont pas requis pour les dépenses relatives aux opérations.

(3) Inclut les véhicules pour le Service de police et les véhicules lourds pour la Station d'épuration.

DETTE À LONG TERME - Détail

31 décembre (en milliers de dollars)

	Prolongements du métro	Traitement des eaux usées	Parcs régionaux
	$	$	$
Mode de remboursement			
A recouvrer du gouvernement du Québec (1)			
Montants applicables aux rachats de dette à long terme au taux de change d'origine	426 684	693 471	1 691
Pertes de change non réalisées	48 827	9 510	
	475 511	702 981	1 691
A recouvrer des municipalités			
Montants applicables aux rachats de dette à long terme au taux de change d'origine	168 218	213 265	73 805
Pertes de change non réalisées	20 801	2 924	(14)
	189 019	216 189	73 791
Sommes accumulées au fonds d'amortissement			
Pour rachats de dette à long terme au taux de change d'origine	188 688	158 619	41 595
Pour pertes de change non réalisées	89 220	17 567	(14)
	277 908	176 186	41 581
	942 438	**1 095 356**	**117 063**
Dette à long terme			
Dollars canadiens	441 678	993 083	117 063
Dollars des États-Unis	396 456	69 870	
Yens japonais	36 080		
Marks allemands	35 821		
Francs suisses	32 403	32 403	
	942 438	1 095 356	117 063
Montants à refinancer			
	942 438	**1 095 356**	**117 063**

(1) Le partage de ces recouvrements est effectué sur la base des pourcentages mentionnés à la note 7 aux états financiers.

Système de télécommunications	Construction et aménagement d'immeubles	Acquisition de véhicules pour le Service de police	Site d'enfouissement	Boulevard Métropolitain	Frais d'émission pour les refinancements d'emprunts	2000	1999
$	$	$	$	$	$	$	$
					2 350	**1 124 196**	1 164 145
					(926)	**57 411**	60 651
					1 424	**1 181 607**	1 224 796
1 455	54 642	9 000	5 153	1 190	908	**527 636**	529 533
(7)	(29)		(1)	(99)	(187)	**23 388**	20 299
1 448	54 613	9 000	5 152	1 091	721	**551 024**	549 832
3 388	12 195	1 000	4 648	2 778	1 226	**414 137**	391 661
(6)	(25)			2 102	(742)	**108 102**	108 462
3 382	12 170	1 000	4 648	4 880	484	**522 239**	500 123
4 830	**66 783**	**10 000**	**9 800**	**5 971**	**2 629**	**2 254 870**	**2 274 751**
4 830	66 783	10 000	9 800		2 629	**1 645 866**	1 627 734
				5 971		**472 297**	454 384
						36 080	60 053
						35 821	38 992
						64 806	63 448
4 830	66 783	10 000	9 800	5 971	2 629	**2 254 870**	2 244 611
							30 140
4 830	**66 783**	**10 000**	**9 800**	**5 971**	**2 629**	**2 254 870**	**2 274 751**

DETTE À LONG TERME - Variation

Exercice terminé le 31 décembre (en milliers de dollars)

	Prolongements du métro	Traitement des eaux usées	Parcs régionaux
	$	$	$
Dette au taux de change d'origine			
Solde au début	805 868	1 079 179	115 986
Remboursements de titres			
Rachat de capital de l'exercice	(63 672)	(75 484)	(795)
Rachat de capital refinancé de l'exercice	41 244	57 516	
Rachat de capital à refinancer			
	(22 428)	(17 968)	(795)
Émissions de titres			
45 millions de dollars canadiens émis le 3 mars 2000	150	33 884	1 300
2 750 millions de Yen émis le 14 août 2000	13 494		
70 millions de dollars canadiens émis le 15 décembre 2000	27 749	27 777	600
Émissions de titres de l'exercice antérieur			
	41 393	61 661	1 900
Produits des émissions affectés aux refinancements de l'exercice	(41 244)	(57 516)	
Solde à la fin	**783 589**	**1 065 356**	**117 091**
Pertes de change non réalisées			
Montants à recouvrer			
Solde au début	71 669	10 773	(17)
Variation de l'exercice	(2 041)	1 660	3
Solde à la fin	69 628	12 433	(14)
Sommes accumulées au fonds d'amortissement			
Solde au début	91 247	15 898	(11)
Montants utilisés pour le remboursement de la dette	(12 982)		
Contribution de l'exercice	10 956	1 669	(3)
Solde à la fin	89 221	17 567	(14)
	158 849	**30 000**	**(28)**
Dette à long terme	**942 438**	**1 095 356**	**117 063**

Système de télécommunications	Construction et aménagement d'immeubles	Acquisition de véhicules pour le Service de police	Site d'enfouissement	Boulevard Métropolitain	Frais d'émission pour les refinancements d'emprunts	2000	1999
$	$	$	$	$	$	$	$
11 043	55 847		10 051	3 968	3 397	**2 085 339**	2 134 377
(6 200)	(1 213)		(500)			**(147 864)**	(156 900)
	550		250			**99 560**	55 771
							30 140
(6 200)	(663)		(250)			**(48 304)**	(70 989)
	4 100	5 000			566	**45 000**	
						13 494	
	8 103	5 000	250		521	**70 000**	
							77 722
	12 203	10 000	250		1 087	**128 494**	77 722
	(550)		(250)			**(99 560)**	(55 771)
4 843	**66 837**	**10 000**	**9 801**	**3 968**	**4 484**	**2 065 969**	2 085 339
(8)	(34)		(1)	(133)	(1 298)	**80 951**	143 591
1	5			34	186	**(152)**	(62 641)
(7)	(29)		(1)	(99)	(1 112)	**80 799**	80 950
(5)	(20)			1 910	(557)	**108 462**	102 199
						(12 982)	(6 238)
(1)	(5)			192	(186)	**12 622**	12 501
(6)	(25)			2 102	(743)	**108 102**	108 462
(13)	**(54)**		**(1)**	**2 003**	**(1 855)**	**188 901**	189 412
4 830	**66 783**	**10 000**	**9 800**	**5 971**	**2 629**	**2 254 870**	2 274 751

DETTE A LONG TERME - Échéances par devise

31 décembre 2000 (en milliers)

	Dollars canadiens		Dollars des États-Unis		Yens japonais	
	Échéance (1)	A refinancer (2)	Échéance (1)	A refinancer (2)	Échéance (1)	A refinancer (2)
2001	102 138	61 302	135 000	84 190		
2002	181 335	118 683	91 678	54 314		
2003	102 962	67 893	88 144	50 653		
2004	250 373	162 407				
2005	200 591	133 137				
2001-2005	837 399	543 422	314 822	189 157		
2006-2010	548 725	294 770			2 750 000	1 875 000
2011-2015	134 679	31 757				
2016-2020	108 106	14 133				
2021-2025	15 731					
2026	1 226					
	1 645 866	884 082	314 822	189 157	2 750 000	1 875 000
A refinancer						
	1 645 866	**884 082**	**314 822**	**189 157**	**2 750 000**	**1 875 000**

Taux de change			
31 décembre 2000		1,5002	0,01312
31 décembre 1999		1,4433	0,01413

(1) Ces montants représentent les emprunts venant à échéance durant chacune des années indiquées.

(2) Ces montants sont inclus dans la colonne "Échéance".

(3) De ce montant, 522,2 millions de dollars sont déjà accumulés au 31 décembre 2000 au fonds d'amortissement.

Marks allemands		Francs suisses		Valeur totale en dollars canadiens		
Échéance (1)	À refinancer (2)	Échéance (1)	À refinancer (2)	Échéance (1)(3)	À refinancer (2)	Échéance nette
52 500	35 000			340 486	211 484	129 002
				318 871	200 164	118 707
		70 000	46 667	300 002	187 086	112 916
				250 373	162 407	87 966
				200 591	133 137	67 454
52 500	35 000	70 000	46 667	1 410 323	894 278	516 045
				584 805	319 370	265 435
				134 679	31 757	102 922
				108 106	14 133	93 973
				15 731		15 731
				1 226		1 226
52 500	35 000	70 000	46 667	2 254 870	1 259 538	995 332
52 500	**35 000**	**70 000**	**46 667**	**2 254 870**	**1 259 538**	**995 332**

Valeur totale en dollars canadiens à refinancer	1 259 538
	2 254 870

0,6823	0,9258
0,7427	0,9064

DETTE A LONG TERME - Coût futur des emprunts

31 décembre 2000 (en milliers de dollars)

	Coût des emprunts à long terme (1)			Montant net à recouvrer	
	Capital net (2)	Intérêts nets (3)	Total (4)	Gouvernement du Québec (5)	Municipalités
	$	$	$	$	$
2001	92 945	160 560	253 505	160 252	93 253
2002	88 485	146 130	234 615	150 093	84 522
2003	78 892	135 370	214 262	140 709	73 553
2004	83 947	131 024	214 971	143 749	71 222
2005	82 930	115 812	198 742	133 812	64 930
2001-2005	427 199	688 896	1 116 095	728 615	387 480
2006-2010	396 983	475 085	872 068	590 044	282 024
2011-2015	369 594	307 289	676 883	478 401	198 482
2016-2020	280 419	192 735	473 154	344 073	129 081
2021-2025	160 150	105 154	265 304	188 297	77 007
2026-2030	83 597	51 967	135 564	90 382	45 182
2031-2035	24 853	16 834	41 687	27 833	13 854
2036-2040	3 389	2 533	5 922	4 609	1 313
	1 746 184	**1 840 493**	**3 586 677**	**2 452 254**	**1 134 423**

(1) Le coût des emprunts à long terme sur la dette à long terme au 31 décembre 2000 inclut également le coût pour les emprunts de refinancement. Le coût des emprunts à long terme payable en monnaies étrangères est établit conformément à la note 2 l) aux états financiers.

Les emprunts de refinancement sont projetés dans la devise d'origine, au taux d'intérêt d'origine pour les emprunts en devises étrangères et au taux de 7,00 % pour les emprunts en dollars canadiens, sur la période prévue aux règlements et aux résolutions d'emprunt, tenant compte de la durée déjà écoulée depuis l'emprunt d'origine. Les intérêts sur les réserves pour rachats de dette à long terme et pour pertes de change non réalisées sont projetés à 5,50 %.

(2) Représente le remboursement du capital en tenant compte des réserves pour rachats de dette à long terme et pour pertes de change non réalisées.

(3) Représente les intérêts sur la dette à long terme, réduction faite des revenus d'intérêts sur les réserves pour rachats de dette à long terme et pour pertes de change non réalisées.

(4) Excluant le coût des emprunts pour la dette à long terme du réseau initial du métro.

(5) Le partage de ces recouvrements est effectué sur la base des pourcentages mentionnés à la note 7 aux états financiers.

RÉPARTITIONS AUX MUNICIPALITÉS - Sommaire

Exercice terminé le 31 décembre (en milliers de dollars)

	Répartitions			
	No 1	No 2	No 5	Total
	$	$	$	$
Anjou	12 580	6 892		19 472
Baie d'Urfé	2 267	1 219		3 486
Beaconsfield	5 513	2 821		8 334
Côte Saint-Luc	8 622	4 460		13 082
Dollard-des-Ormeaux	9 775	5 094		14 869
Dorval	13 553	7 603	79	21 235
Hampstead	2 847	1 447		4 294
Ile Bizard	3 179	1 638		4 817
Ile Dorval	16	8		24
Kirkland	6 119	3 241	56	9 416
Lachine	11 784	6 421		18 205
LaSalle	15 627	8 354		23 981
Montréal	292 419	159 040	371	451 830
Montréal-Est	4 713	2 694	154	7 561
Montréal-Nord	13 886	7 362		21 248
Montréal-Ouest	1 511	780		2 291
Mont-Royal	11 948	6 409		18 357
Outremont	7 889	4 079		11 968
Pierrefonds	9 047	4 678		13 725
Pointe-Claire	13 987	7 702		21 689
Roxboro	1 061	551		1 612
Saint-Laurent	37 256	20 671	132	58 059
Saint-Léonard	17 518	9 434		26 952
Sainte-Anne-de-Bellevue	2 026	1 087		3 113
Sainte-Geneviève	502	262		764
Senneville	814	430		1 244
Verdun	11 443	5 992		17 435
Westmount	13 521	7 112		20 633
	531 423	**287 481**	**792**	**819 696**

Description des répartitions:

Répartitions no 1: Administration des services et coût des emprunts à long terme.

no 2: Contribution à la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal, à l'Agence métropolitaine de transport et coût des emprunts à long terme pour la construction du réseau initial du métro et de ses prolongements.

no 5: Coût des emprunts à long terme pour la construction des voies latérales du boulevard Métropolitain.

RÉPARTITION AUX MUNICIPALITÉS - No 1

Exercice terminé le 31 décembre (en milliers de dollars)

Répartition aux municipalités de la Communauté du coût de fonctionnement des services de la Communauté et du coût des emprunts.

	Budget	Réel
	$	$
Contributions des municipalités		
Répartition aux municipalités de la Communauté	531 423	**531 423**
Affectations:		
Appropriation de surplus d'exercices antérieurs	10 539	**10 539**
Autres revenus de sources locales	43 807	**51 514**
	585 769	**593 476**
Dépenses à la charge des municipalités		
Dépenses de fonctionnement		
Sécurité publique	390 339	**386 768**
Transport	1 784	**1 343**
Environnement	77 937	**74 292**
Loisirs et culture	25 989	**25 989**
Évaluation des immeubles	18 762	**17 846**
Urbanisme et mise en valeur du territoire	3 729	**3 480**
Administration générale	28 318	**27 091**
Transfert aux activités d'investissement net des dépenses de fonctionnement financées à long terme	3 299	**2 895**
Autres dépenses	6 704	**312**
	556 861	**540 016**
Autres activités financières		
Remboursement en capital - dette à long terme	12 140	**12 138**
Remboursement en capital - fonds de roulement	10 791	**10 469**
	579 792	**562 623**
Fonds réservés		
Virement du fonds d'amortissement	(11 497)	**(11 495)**
Virement au fonds d'amortissement	17 474	**16 902**
	585 769	**568 030**
Résultat net		**25 446**

RÉPARTITION AUX MUNICIPALITÉS - No 2

Exercice terminé le 31 décembre (en milliers de dollars)

Répartition aux municipalités du territoire de la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal de la contribution à la société de transport, de la contribution à l'Agence métropolitain de transport et du coût des emprunts pour la construction du réseau initial du métro et de ses prolongements.

	Budget	Réel
	$	$
Contributions des municipalités		
Répartition aux municipalités du territoire de la STCUM	287 481	**287 481**
Affectations:		
Excédent de répartition - exercice antérieur	1 538	**2 062**
Autres revenus de sources locales	5 775	**5 759**
	294 794	**295 302**
Dépenses à la charge des municipalités		
Dépenses de fonctionnement		
Transport	283 789	**283 586**
Transfert aux activités d'investissement net des dépenses de fonctionnement financées à long terme	(204)	**(88)**
	283 585	**283 498**
Autres activités financières		
Remboursement en capital - dette à long terme	5 408	**5 408**
	288 993	**288 906**
Fonds réservés		
Virement du fonds d'amortissement	(2 947)	**(2 947)**
Virement au fonds d'amortissement	8 748	**8 713**
	294 794	**294 672**
Excédent de répartition		**630**

RÉPARTITION AUX MUNICIPALITÉS - No 5

Exercice terminé le 31 décembre (en milliers de dollars)

Répartition à certaines municipalités de la Communauté du coût des emprunts effectués pour leur compte pour la construction des voies latérales du boulevard Métropolitain. Cette répartition est établie conformément aux dispositions de la Loi sur le boulevard Métropolitain.

	Budget	Réel
	$	$
Contributions des municipalités		
Répartition aux municipalités de la Communauté	793	**792**
Affectations:		
Insuffisance de répartition - exercice antérieur	(88)	**(87)**
Autres revenus de sources locales	258	**256**
	963	**961**
Dépenses à la charge des municipalités		
Dépenses de fonctionnement		
Transport	566	**560**
Fonds réservés		
Virement au fonds d'amortissement	397	**397**
	963	**957**
Excédent de répartition		**4**

BASE DE RÉPARTITION DÉFINITIVE 2000
AUX FINS DE LA RÉPARTITION NO 1 DES DÉPENSES GÉNÉRALES DE LA COMMUNAUTÉ
(en milliers de dollars)

	Potentiel fiscal définitif				Base de répartition définitive	
	2000	1999	1998	1997	2000 (1)	
	$	$	$	$	$	%
Anjou	2 881 446	2 800 607	2 787 593	2 831 837	11 301 483	2,3673
Baie d'Urfé	525 705	499 823	502 645	508 532	2 036 705	0,4266
Beaconsfield	1 182 847	1 175 084	1 297 105	1 297 506	4 952 542	1,0374
Côte Saint-Luc	1 926 915	1 921 063	1 946 235	1 951 529	7 745 742	1,6225
Dollard-des-Ormeaux	2 080 163	2 050 428	2 319 636	2 331 368	8 781 595	1,8395
Dorval	3 205 207	3 099 409	2 912 717	2 958 251	12 175 584	2,5504
Hampstead	587 022	585 838	692 631	692 078	2 557 569	0,5357
Ile Bizard	706 032	694 086	728 993	726 534	2 855 645	0,5982
Ile Dorval	3 444	3 444	3 589	3 589	14 066	0,0029
Kirkland	1 372 237	1 310 152	1 417 179	1 397 268	5 496 836	1,1514
Lachine	2 640 820	2 632 256	2 648 514	2 663 990	10 585 580	2,2173
LaSalle	3 555 417	3 499 741	3 478 332	3 505 028	14 038 518	2,9406
Montréal	65 666 848	65 370 737	65 772 244	65 883 866	262 693 695	55,0258
Montréal-Est	1 078 244	1 052 048	1 053 342	1 050 910	4 234 544	0,8870
Montréal-Nord	3 111 134	3 106 920	3 119 397	3 136 878	12 474 329	2,6130
Montréal-Ouest	326 314	326 300	351 208	353 779	1 357 601	0,2844
Mont-Royal	2 688 199	2 671 627	2 676 147	2 697 678	10 733 651	2,2483
Outremont	1 776 960	1 767 847	1 766 082	1 775 851	7 086 740	1,4844
Pierrefonds	1 973 409	1 925 254	2 115 680	2 113 188	8 127 531	1,7024
Pointe-Claire	3 199 818	3 115 704	3 118 160	3 131 234	12 564 916	2,6319
Roxboro	224 435	224 604	251 340	252 686	953 065	0,1996
Saint-Laurent	8 451 847	8 291 555	8 301 884	8 423 916	33 469 202	7,0107
Saint-Léonard	3 933 759	3 914 819	3 923 328	3 964 932	15 736 838	3,2963
Sainte-Anne-de-Bellevue	463 483	459 959	449 781	447 198	1 820 421	0,3813
Sainte-Geneviève	105 138	104 128	120 423	121 406	451 095	0,0945
Senneville	185 629	183 213	181 961	180 304	731 107	0,1531
Verdun	2 598 014	2 559 686	2 537 128	2 585 080	10 279 908	2,1533
Westmount	3 044 166	3 037 104	3 032 467	3 032 560	12 146 297	2,5442
	119 494 652	**118 383 436**	**119 505 741**	**120 018 976**	**477 402 805**	**100,0000**

(1) La base de répartition définitive 2000 représente la somme des potentiels fiscaux définitifs 1997 à 2000 conformément au règlement 134 de la Communauté urbaine de Montréal

POTENTIEL FISCAL 2000 DÉFINITIF
AUX FINS DE LA RÉPARTITION NO 1 DES DÉPENSES GÉNÉRALES DE LA COMMUNAUTÉ - Sommaire
(en milliers de dollars)

	Richesse foncière uniformisée	Valeur des immeubles non résidentiels	Potentiel fiscal total
	$	$	$
Anjou	2 101 394	780 052	2 881 446
Baie d'Urfé	415 656	110 049	525 705
Beaconsfield	1 155 661	27 186	1 182 847
Côte Saint-Luc	1 810 771	116 144	1 926 915
Dollard-des-Ormeaux	1 906 005	174 158	2 080 163
Dorval	2 039 540	1 165 667	3 205 207
Hampstead	587 022		587 022
Ile Bizard	675 753	30 280	706 033
Ile Dorval	3 444		3 444
Kirkland	1 174 939	197 298	1 372 237
Lachine	1 993 040	647 780	2 640 820
LaSalle	2 920 284	635 133	3 555 417
Montréal	50 013 089	15 653 759	65 666 848
Montréal-Est	613 779	464 465	1 078 244
Montréal-Nord	2 647 445	463 689	3 111 134
Montréal-Ouest	309 895	16 419	326 314
Mont-Royal	2 180 027	508 172	2 688 199
Outremont	1 675 440	101 520	1 776 960
Pierrefonds	1 852 198	121 211	1 973 409
Pointe-Claire	2 272 344	927 474	3 199 818
Roxboro	209 092	15 343	224 435
Saint-Laurent	5 795 440	2 656 406	8 451 846
Saint-Léonard	3 130 401	803 358	3 933 759
Sainte-Anne-de-Bellevue	374 888	88 595	463 483
Sainte-Geneviève	96 343	8 795	105 138
Senneville	160 085	25 544	185 629
Verdun	2 333 064	264 950	2 598 014
Westmount	2 682 207	361 959	3 044 166
	93 129 246	**26 365 406**	**119 494 652**

Le potentiel fiscal 2000 d'une municipalité est la somme des valeurs qui constituent sa richesse foncière uniformisée et de celles qui résultent de la multiplication par 0,96 du total des valeurs de certaines unités d'évaluation qui peuvent être assujetties à la surtaxe sur les immeubles non résidentiels ou à la taxe sur les immeubles non résidentiels ou à l'égard desquelles peut être versée une somme tenant lieu de cette surtaxe ou de cette taxe.

POTENTIEL FISCAL 2000 DÉFINITIF
AUX FINS DE LA RÉPARTITION NO 1 DES DÉPENSES GÉNÉRALES DE LA COMMUNAUTÉ - Composantes
(en milliers de dollars)

	Rôle 1995 au 15 octobre 1999 $
RICHESSE FONCIÈRE UNIFORMISÉE	
Valeurs imposables uniformisées	86 688 403
Valeurs uniformisées des immeubles du gouvernement du Québec sujettes à tenant lieu de taxes	615 063
Valeurs uniformisées des immeubles des gouvernements étrangers et des autres provinces sujettes à tenant lieu de taxes	27 011
Valeurs équivalentes uniformisées de certains immeubles:	
Réseau des affaires sociales (80 %)	1 802 729
Cégeps et universités (80 %)	2 001 062
Réseau d'enseignement élémentaire et secondaire (25 %)	748 594
Valeurs uniformisées des immeubles du gouvernement du Canada dans la mesure où des sommes tenant lieu de taxes sont versées à leur égard	1 241 939
Valeurs uniformisées des immeubles qui sont des biens culturels classés	4 445
	93 129 246
VALEUR DES IMMEUBLES NON RÉSIDENTIELS ASSUJETTIS A LA SURTAXE	
Valeurs imposables uniformisées des immeubles non résidentiels x 0,96	24 664 851
Valeurs uniformisées des immeubles du gouvernement du Québec sujettes à tenant lieu de taxes x 0,96	579 000
Valeurs uniformisées des immeubles des gouvernements étrangers et des autres provinces sujettes à tenant lieu de taxes x 0,96	9 959
Valeurs uniformisées des immeubles du gouvernement du Canada dans la mesure où des sommes tenant lieu de taxes sont versées à leur égard x 0,96	1 111 596
	26 365 406
POTENTIEL FISCAL AJUSTÉ DÉFINITIF - TOTAL	**119 494 652**

BASE DE RÉPARTITION DÉFINITIVE 2000
AUX FINS DE LA RÉPARTITION NO 2 DES DÉPENSES RELATIVES AU TRANSPORT COLLECTIF
(en milliers de dollars)

	Potentiel fiscal définitif				Base de répartition définitive	
	2000	1999	1998	1997	2000 (1)	
	$	$	$	$	$	%
Anjou	3 108 962	3 018 590	3 005 145	3 053 128	12 185 825	2,3975
Baie d'Urfé	557 803	528 254	531 125	537 269	2 154 451	0,4239
Beaconsfield	1 190 775	1 182 653	1 306 484	1 306 977	4 986 889	0,9811
Côte Saint-Luc	1 960 790	1 954 862	1 982 246	1 987 808	7 885 706	1,5515
Dollard-des-Ormeaux	2 130 959	2 100 036	2 381 465	2 393 399	9 005 859	1,7719
Dorval	3 545 193	3 423 876	3 209 664	3 262 566	13 441 299	2,6445
Hampstead	587 022	585 838	692 631	692 078	2 557 569	0,5032
Ile Bizard	714 864	703 019	739 939	737 937	2 895 759	0,5697
Ile Dorval	3 444	3 444	3 589	3 589	14 066	0,0028
Kirkland	1 429 782	1 364 087	1 478 684	1 457 666	5 730 219	1,1274
Lachine	2 829 755	2 821 951	2 841 354	2 860 132	11 353 192	2,2337
LaSalle	3 740 663	3 680 519	3 659 008	3 690 576	14 770 766	2,9061
Montréal	70 232 528	69 943 756	70 427 260	70 582 561	281 186 105	55,3218
Montréal-Est	1 213 713	1 183 319	1 184 647	1 181 429	4 763 108	0,9371
Montréal-Nord	3 246 377	3 240 773	3 255 091	3 273 923	13 016 164	2,5609
Montréal-Ouest	331 103	331 092	356 734	359 687	1 378 616	0,2712
Mont-Royal	2 836 415	2 819 205	2 825 595	2 850 538	11 331 753	2,2295
Outremont	1 806 571	1 798 535	1 797 021	1 808 937	7 211 064	1,4187
Pierrefonds	2 008 762	1 955 319	2 154 914	2 152 540	8 271 535	1,6274
Pointe-Claire	3 470 333	3 374 127	3 377 760	3 394 166	13 616 386	2,6790
Roxboro	228 911	229 129	257 054	258 584	973 678	0,1916
Saint-Laurent	9 226 632	9 050 147	9 065 262	9 205 186	36 547 227	7,1905
Saint-Léonard	4 168 071	4 148 387	4 158 439	4 204 813	16 679 710	3,2816
Sainte-Anne-de-Bellevue	489 324	485 865	474 900	472 421	1 922 510	0,3782
Sainte-Geneviève	107 703	106 793	123 862	124 688	463 046	0,0911
Senneville	193 079	190 664	189 411	187 755	760 909	0,1497
Verdun	2 675 291	2 638 485	2 615 637	2 665 278	10 594 691	2,0845
Westmount	3 149 737	3 142 785	3 140 237	3 141 227	12 573 986	2,4739
	127 184 562	**126 005 510**	**127 235 158**	**127 846 858**	**508 272 088**	**100,0000**

(1) La base de répartition définitive 2000 représente la somme des potentiels fiscaux définitifs 1997 à 2000 conformément au règlement 134 de la Communauté urbaine de Montréal

POTENTIEL FISCAL 2000 DÉFINITIF
AUX FINS DE LA RÉPARTITION NO 2 DES DÉPENSES RELATIVES AU TRANSPORT COLLECTIF - Sommaire
(en milliers de dollars)

	Richesse foncière uniformisée	Valeur des immeubles non résidentiels	Potentiel fiscal total
	$	$	$
Anjou	2 101 394	1 007 568	3 108 962
Baie d'Urfé	415 656	142 147	557 803
Beaconsfield	1 155 661	35 114	1 190 775
Côte Saint-Luc	1 810 771	150 019	1 960 790
Dollard-des-Ormeaux	1 906 005	224 954	2 130 959
Dorval	2 039 540	1 505 653	3 545 193
Hampstead	587 022		587 022
Ile Bizard	675 753	39 111	714 864
Ile Dorval	3 444		3 444
Kirkland	1 174 939	254 843	1 429 782
Lachine	1 993 040	836 715	2 829 755
LaSalle	2 920 284	820 379	3 740 663
Montréal	50 013 089	20 219 439	70 232 528
Montréal-Est	613 779	599 934	1 213 713
Montréal-Nord	2 647 445	598 932	3 246 377
Montréal-Ouest	309 895	21 208	331 103
Mont-Royal	2 180 027	656 388	2 836 415
Outremont	1 675 440	131 131	1 806 571
Pierrefonds	1 852 198	156 564	2 008 762
Pointe-Claire	2 272 344	1 197 989	3 470 333
Roxboro	209 092	19 819	228 911
Saint-Laurent	5 795 440	3 431 192	9 226 632
Saint-Léonard	3 130 401	1 037 670	4 168 071
Sainte-Anne-de-Bellevue	374 888	114 436	489 324
Sainte-Geneviève	96 343	11 360	107 703
Senneville	160 085	32 994	193 079
Verdun	2 333 064	342 227	2 675 291
Westmount	2 682 207	467 530	3 149 737
	93 129 246	**34 055 316**	**127 184 562**

Le potentiel fiscal 2000 d'une municipalité est la somme des valeurs qui constituent sa richesse foncière uniformisée et de celles qui résultent de la multiplication par 1,24 du total des valeurs de certaines unités d'évaluation qui peuvent être assujetties à la surtaxe sur les immeubles non résidentiels ou à la taxe sur les immeubles non résidentiels ou à l'égard desquelles peut être versée une somme tenant lieu de cette surtaxe ou de cette taxe.

POTENTIEL FISCAL 2000 DÉFINITIF
AUX FINS DE LA RÉPARTITION NO 2 DES DÉPENSES RELATIVES AU TRANSPORT COLLECTIF-Composantes
(en milliers de dollars)

	Rôle 1995 au 15 octobre 1999 $
RICHESSE FONCIÈRE UNIFORMISÉE	
Valeurs imposables uniformisées	86 688 403
Valeurs uniformisées des immeubles du gouvernement du Québec sujettes à tenant lieu de taxes	615 063
Valeurs uniformisées des immeubles des gouvernements étrangers et des autres provinces sujettes à tenant lieu de taxes	27 011
Valeurs équivalentes uniformisées de certains immeubles	
Réseau des affaires sociales (80 %)	1 802 729
Cégeps et universités (80 %)	2 001 062
Réseau d'enseignement élémentaire et secondaire (25 %)	748 594
Valeurs uniformisées des immeubles du gouvernement du Canada dans la mesure où des sommes tenant lieu de taxes sont versées à leur égard	1 241 939
Valeurs uniformisées des immeubles qui sont des biens culturels classés	4 445
	93 129 246
VALEUR DES IMMEUBLES NON RÉSIDENTIELS ASSUJETTIS A LA SURTAXE	
Valeurs imposables uniformisées des immeubles non résidentiels x 1,24	31 858 765
Valeurs uniformisées des immeubles du gouvernement du Québec sujettes à tenant lieu de taxes x 1,24	747 876
Valeurs uniformisées des immeubles des gouvernements étrangers et des autres provinces sujettes à tenant lieu de taxes x 1,24	12 864
Valeurs uniformisées des immeubles du gouvernement du Canada dans la mesure où des sommes tenant lieu de taxes sont versées à leur égard x 1,24	1 435 811
	34 055 316
POTENTIEL FISCAL AJUSTÉ DÉFINITIF - TOTAL	**127 184 562**

COMMUNAUTÉ
URBAINE
DE MONTRÉAL

Autres renseignements

ÉTAT DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES

1998 à 2000 (en milliers de dollars)

	Réel		
	2000	1999	1998
Revenus			
Répartitions aux municipalités			
Ensemble des municipalités	818 904	818 904	807 475
Certaines municipalités	792	896	836
Autres revenus de sources locales	79 385	66 188	77 921
Transferts	176 616	181 895	188 731
	1 075 697	**1 067 883**	**1 074 963**
Dépenses de fonctionnement			
Administration générale	27 091	26 331	27 015
Évaluation des immeubles	17 846	17 934	18 228
Sécurité publique	386 768	385 437	392 213
Transport	353 124	355 976	384 315
Environnement	157 959	160 445	163 306
Aménagement, urbanisme et développement	3 480	3 878	3 770
Loisirs et culture	26 089	25 654	26 083
Transfert aux activités d'investissement net des dépenses de fonctionnement financées à long terme	2 059	3 783	3 389
Réserve pour dépenses non prévues au budget et réclamations	312	545	184
	974 728	**979 983**	**1 018 503**
Autres activités financières			
Remboursement en capital	64 927	87 294	46 997
Virement - fonds d'amortissement	22 476	(325)	30 862
	1 062 131	**1 066 952**	**1 096 362**
Résultat des activités financières avant affectations	**13 566**	**931**	**(21 399)**
Affectations			
Surplus accumulé	10 539	18 942	40 808
Excédents et insuffisances de répartitions	1 341	(3 874)	1 815
Sous-total affectations	**11 880**	**15 068**	**42 623**
Résultat net	**25 446**	**15 999**	**21 224**

DÉTAIL DES REVENUS ET AFFECTATIONS

1998 à 2000 (en milliers de dollars)

	Réel		
	2000	1999	1998
	$	$	$
Répartitions aux municipalités			
Répartition des dépenses générales	531 423	525 196	495 103
Répartition des dépenses de transport collectif	287 481	293 708	312 372
	818 904	818 904	807 475
Répartition - certaines municipalités	792	896	836
Total des répartitions aux municipalités	819 696	819 800	808 311
Autres revenus de sources locales			
Services rendus			
Administration générale	6 746	5 587	5 712
Évaluation des immeubles	102	176	470
Sécurité publique	14 311	12 463	26 627
Transport	329	294	200
Environnement	4 664	1 015	1 235
Aménagement, urbanisme et développement	546	102	125
Loisirs et culture	945	831	811
	27 643	20 468	35 180
Autres revenus			
Permis			
Transport	1 265	1 187	1 194
Environnement	5	4	
Amendes et pénalités			
Sécurité publique	5 289	2 921	2 891
Transport	86	71	51
Environnement	256	166	116
Redevances industrielles			
Environnement	5 183	3 143	1 455
Intérêts			
Municipalités	17 802	16 721	16 530
Gouvernement du Québec	21 856	21 507	20 504
	51 742	45 720	42 741
Total des autres revenus de sources locales	79 385	66 188	77 921
Transferts			
Subventions gouvernementales			
Transport			
Transport collectif	79 622	81 106	85 747
Environnement			
Traitement des eaux usées	91 363	95 153	97 549
Assainissement de l'air	1 759	1 759	1 759
Inspection des aliments	3 678	3 678	3 676
Loisirs et culture			
Parcs - nature	194	199	
Total des transferts	176 616	181 895	188 731
Total des revenus	1 075 697	1 067 883	1 074 963
Affectations			
Surplus accumulé	10 539	18 942	40 808
Excédents et insuffisances de répartitions	1 341	(3 874)	1 815
Total	**1 087 577**	**1 082 951**	**1 117 586**

DÉTAIL DES REVENUS

1998 à 2000 (en pourcentage)

	Réel		
	2000	1999	1998
	%	%	%
Répartitions aux municipalités			
Répartition des dépenses générales	48,9	48,5	44,3
Répartition des dépenses de transport collectif	26,4	27,1	28,0
	75,3	75,6	72,3
Répartition - certaines municipalités	0,1	0,1	
Total des répartitions aux municipalités	75,4	75,7	72,3
Autres revenus de sources locales			
Services rendus			
Administration générale	0,6	0,5	0,5
Evaluation des immeubles	0,0	0,0	0,0
Sécurité publique	1,3	1,2	2,4
Transport	0,0	0,0	0,0
Environnement	0,4	0,1	0,1
Aménagement, urbanisme et développement	0,1	0,0	0,0
Loisirs et culture	0,1	0,1	0,1
	2,5	1,9	3,1
Autres revenus			
Permis			
Transport	0,1	0,1	0,1
Environnement	0,0	0,0	
Amendes et pénalités			
Sécurité publique	0,5	0,3	0,3
Transport	0,0	0,0	0,0
Environnement	0,0	0,0	0,0
Redevances industrielles			
Environnement	0,5	0,3	0,1
Intérêts			
Municipalités	1,7	1,5	1,5
Gouvernement du Québec	2,0	2,0	1,8
	4,8	4,2	3,8
Total des autres revenus de sources locales	7,3	6,1	6,9
Transferts			
Subventions gouvernementales			
Transport			
Transport collectif	7,3	7,5	7,7
Environnement			
Traitement des eaux usées	8,4	8,8	8,7
Assainissement de l'air	0,2	0,2	0,2
Inspection des aliments	0,3	0,3	0,3
Loisirs et culture			
Parcs - nature	0,0	0,0	
Total des transferts	16,2	16,8	16,9
Total des revenus	98,9	98,6	96,1
Affectations			
Surplus accumulé	1,0	1,7	3,7
Excédents et insuffisances de répartitions	0,1	(0,3)	0,2
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**

DÉPENSES PAR OBJETS

1998 à 2000 (en milliers de dollars)

	Réel		
	2000	1999	1998
	$	$	$
Dépenses de fonctionnement			
Rémunération - policiers	267 558	267 074	268 748
Rémunération - civils	98 830	96 168	97 944
Cotisations de l'employeur	37 680	36 142	37 403
Sous-total masse salariale	404 068	399 384	404 095
Transport et communication	6 110	6 965	7 949
Services professionnels, techniques et autres	15 253	15 192	14 656
Location, entretien et réparations	29 689	29 553	31 128
Biens non durables	29 548	30 631	32 074
Frais de financement			
Intérêts, pertes de change et autres frais sur emprunts:			
Municipalités	71 992	74 318	76 980
Gouvernement du Québec	145 960	149 901	157 692
Autres frais de financement	62	43	54
Contributions			
Société de transport	231 600	231 600	254 600
Agence métropolitaine de transport	23 866	24 098	24 007
Conseil des arts	8 647	8 558	8 558
Programme d'économie d'eau		2 540	500
École nationale de police du Québec	2 443	2 439	2 397
Montréal International	1 620	240	240
Autres objets			
Créances douteuses ou irrécouvrables	1 499	193	
Transfert aux activités d'investissement net des dépenses dépenses de fonctionnement financées à long terme	2 059	3 783	3 389
Réserve pour dépenses non prévues au budget et réclamations	312	545	184
Total des dépenses de fonctionnement	974 728	979 983	1 018 503
Autres activités financières			
Remboursement en capital	64 927	87 294	46 997
Virement - fonds d'amortissement	22 476	(325)	30 862
	1 062 131	**1 066 952**	**1 096 362**

DÉPENSES PAR OBJETS

1998 à 2000 (en pourcentage)

	Réel		
	2000	1999	1998
	%	%	%
Dépenses de fonctionnement			
Rémunération - policiers	25,2	25,0	24,5
Rémunération - civils	9,3	9,0	8,9
Cotisations de l'employeur	3,5	3,4	3,4
Sous-total masse salariale	38,0	37,4	36,8
Transport et communication	0,6	0,6	0,7
Services professionnels, techniques et autres	1,4	1,4	1,4
Location, entretien et réparations	2,8	2,8	2,9
Biens non durables	2,8	2,9	2,9
Frais de financement			
Intérêts, pertes de change et autres frais sur emprunts:			
Municipalités	6,8	7,0	7,0
Gouvernement du Québec	13,8	14,0	14,4
Autres frais de financement	0,0	0,0	0,0
Contributions			
Société de transport	21,8	21,7	23,2
Agence métropolitaine de transport	2,3	2,3	2,2
Conseil des arts	0,8	0,8	0,8
Programme d'économie d'eau		0,2	0,1
École nationale de police du Québec	0,2	0,2	0,2
Montréal International	0,2	0,0	0,0
Autres objets			
Créances douteuses ou irrécouvrables	0,1	0,0	
Transfert aux activités d'investissement net des dépenses dépenses de fonctionnement financées à long terme	0,2	0,4	0,3
Réserve pour dépenses non prévues au budget et réclamations	0,0	0,1	0,0
Total des dépenses de fonctionnement	91,8	91,8	92,9
Autres activités financières			
Remboursement en capital	6,1	8,2	4,3
Virement - fonds d'amortissement	2,1	(0,0)	2,8
	100,0	**100,0**	**100,0**

COÛT DES EMPRUNTS - PART DES MUNICIPALITÉS

1998 à 2000 (en milliers de dollars)

	Réel		
	2000	1999	1998
	$	$	$
Administration générale			
Vérification interne	18	18	18
Gestion des technologies de l'information	136	75	
Soutien technique	327	332	405
Trésorerie	1 235	1 221	1 200
	1 716	1 646	1 623
Sécurité publique			
Service de police	17 785	18 419	12 074
Centre urgence 9-1-1	425	301	312
Centre de sécurité civile	46	45	46
	18 256	18 765	12 432
Transport			
Transport collectif			
Prolongements du métro	35 388	36 158	37 290
Réseau initial (remboursement à la Ville de Montréal)	3 938	4 095	4 155
Boulevard Métropolitain	957	962	1 055
Bureau du taxi	220	89	59
	40 503	41 304	42 559
Environnement			
Traitement des eaux usées	33 260	34 047	34 738
Assainissement de l'air	237	236	236
Contrôle des déversements industriels	279	279	279
Inspection des aliments	246	246	245
	34 022	34 808	35 498
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement du territoire	81	81	81
Loisirs et culture			
Parcs - nature	17 061	16 865	16 942
Société de verdissement		18	4
	17 061	16 883	16 946
Coût brut des emprunts	**111 639**	**113 487**	**109 139**
Revenus d'intérêts sur fonds réservés	13 287	13 709	13 655
Coût net des emprunts	**98 352**	**99 778**	**95 484**

RÉPARTITIONS AUX MUNICIPALITÉS

1996 à 2000 (Répartitions numéro 1 et 2 seulement) (en milliers de dollars)

	Répartitions nos 1 et 2				
	Réel				
	2000	1999	1998	1997	1996
	$	$	$	$	$
Anjou	19 472	19 307	18 927	20 326	20 257
Baie d'Urfé	3 486	3 447	3 386	3 623	3 636
Beaconsfield	8 334	8 464	8 581	9 080	8 947
Côte Saint-Luc	13 082	13 108	12 930	13 712	13 838
Dollard-des-Ormeaux	14 869	15 208	15 457	16 428	16 275
Dorval	21 156	20 947	19 947	21 419	22 606
Hampstead	4 294	4 484	4 570	4 830	4 949
Ile Bizard	4 817	4 790	4 837	5 099	4 916
Ile Dorval	24	24	24	25	25
Kirkland	9 360	9 311	9 501	9 905	9 661
Lachine	18 205	18 284	17 949	19 090	19 478
LaSalle	23 981	23 826	23 394	24 933	24 982
Montréal	451 459	451 499	445 393	471 741	476 203
Montréal-Est	7 407	7 365	7 272	7 666	7 781
Montréal-Nord	21 248	21 238	20 915	22 240	22 321
Montréal-Ouest	2 291	2 337	2 331	2 485	2 516
Mont-Royal	18 357	18 393	18 024	19 215	19 535
Outremont	11 968	11 889	11 729	12 477	12 341
Pierrefonds	13 725	13 824	14 055	14 848	14 485
Pointe-Claire	21 689	21 497	21 211	22 521	22 513
Roxboro	1 612	1 648	1 672	1 779	1 752
Saint-Laurent	57 927	58 091	56 650	60 775	62 344
Saint-Léonard	26 952	26 940	26 463	28 281	28 373
Sainte-Anne-de-Bellevue	3 113	3 053	3 029	3 184	3 098
Sainte-Geneviève	764	786	803	856	843
Senneville	1 244	1 237	1 219	1 277	1 301
Verdun	17 435	17 266	16 933	18 245	17 890
Westmount	20 633	20 641	20 273	21 440	21 846
	818 904	**818 904**	**807 475**	**857 500**	**864 712**

TAUX DU 100 $ DU POTENTIEL FISCAL - Répartitions numéros 1 et 2 seulement

1996 à 2000

	Répartition no 1 (1)			Répartition no 2 (1)			Répartitions no 1 et 2 (1)	
	Potentiel fiscal (2)	Montant	Taux du 100 $	Potentiel fiscal (2)	Montant	Taux du 100 $	Montant	Taux du 100 $
	('000 $)	('000 $)	$	('000 $)	('000 $)	$	('000 $)	$
1996	126 189 012	535 609	0,4245	134 601 496	329 103	0,2445	864 712	0,6690
1997	120 018 976	532 783	0,4439	127 846 858	324 717	0,2540	857 500	0,6979
1998	119 505 741	495 103	0,4143	127 235 158	312 372	0,2455	807 475	0,6598
1999	121 024 291	525 196	0,4340	128 922 255	293 708	0,2278	818 904	0,6618
2000	119 350 701	531 423	0,4453	127 068 022	287 481	0,2262	818 904	0,6715

(1) Répartitions

no 1: Administration des services et coût des emprunts à long terme.

no 2: Contribution à la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal, à l'Agence métropolitaine de transport et coût des emprunts à long terme pour la construction du réseau initial du métro et de ses prolongements.

(2) Pour fins de comparaison avec les potentiels fiscaux 1996 à 1998, les bases de répartitions 1999 et 2000 ont été divisées par quatre pour en établir la moyenne.

RÉPARTITIONS AUX MUNICIPALITÉS

1996 À 2000 (Répartitions numéro 1 et 2 seulement) (en pourcentage)

	Répartitions nos 1 et 2				
	Réel				
	2000	1999	1998	1997	1996
	%	%	%	%	%
Anjou	2,378	2,358	2,344	2,370	2,343
Baie d'Urfé	0,426	0,421	0,419	0,423	0,420
Beaconsfield	1,018	1,034	1,063	1,059	1,035
Côte Saint-Luc	1,598	1,601	1,601	1,599	1,600
Dollard-des-Ormeaux	1,816	1,857	1,914	1,916	1,882
Dorval	2,583	2,558	2,470	2,498	2,614
Hampstead	0,524	0,548	0,566	0,563	0,572
Ile Bizard	0,588	0,585	0,599	0,595	0,569
Ile Dorval	0,003	0,003	0,003	0,003	0,003
Kirkland	1,143	1,137	1,177	1,155	1,117
Lachine	2,223	2,233	2,223	2,226	2,253
LaSalle	2,928	2,909	2,897	2,908	2,889
Montréal	55,129	55,134	55,158	55,013	55,071
Montréal-Est	0,905	0,899	0,901	0,894	0,900
Montréal-Nord	2,595	2,593	2,590	2,594	2,581
Montréal-Ouest	0,280	0,285	0,289	0,290	0,291
Mont-Royal	2,242	2,246	2,232	2,241	2,259
Outremont	1,461	1,452	1,453	1,455	1,427
Pierrefonds	1,676	1,688	1,741	1,732	1,675
Pointe-Claire	2,648	2,625	2,627	2,626	2,604
Roxboro	0,197	0,201	0,207	0,207	0,203
Saint-Laurent	7,074	7,094	7,016	7,087	7,210
Saint-Léonard	3,291	3,290	3,277	3,298	3,281
Sainte-Anne-de-Bellevue	0,380	0,373	0,375	0,371	0,358
Sainte-Geneviève	0,093	0,096	0,099	0,100	0,098
Senneville	0,152	0,151	0,151	0,149	0,150
Verdun	2,129	2,108	2,097	2,128	2,069
Westmount	2,520	2,521	2,511	2,500	2,526
	100,000	**100,000**	**100,000**	**100,000**	**100,000**

ÉTAT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

1998 à 2000 (en milliers de dollars)

	Réel		
	2000	1999	1998
	$	$	$
Sources de financement			
Emprunts à long terme	27 848	21 687	23 765
Emprunts du fonds de roulement	10 469	10 279	3 199
Autres revenus	651	119	702
Transfert des activités financières - biens durables	3 139	4 046	3 733
	42 107	36 131	31 399
Variation du financement temporaire	(17 010)	(10 302)	5 901
	25 097	**25 829**	**37 300**
Dépenses d'investissement			
Administration générale	1 948	1 557	1 090
Évaluation des immeubles	42	284	192
Sécurité publique	19 762	18 004	28 418
Transport	150	303	324
Environnement	2 116	4 456	4 824
Aménagement, urbanisme et développement	43	44	54
Loisirs et culture	1 036	1 181	2 398
	25 097	**25 829**	**37 300**

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME

1996 à 2000 (en milliers de dollars)

	31 décembre				
	2000	1999	1998	1997	1996
	$	$	$	$	$
Dette à long terme					
Prolongements du métro	942 438	968 784	1 038 982	1 000 177	999 271
Traitement des eaux usées	1 095 356	1 105 850	1 138 077	1 132 982	1 143 110
Parcs régionaux	117 063	115 958	114 753	113 567	116 750
Système de télécommunications	4 830	11 030	31 530	33 430	34 230
Construction et aménagement d'immeubles	66 783	55 793	39 405	35 503	33 700
Acquisition de véhicules pour le Service de police	10 000				
Site d'enfouissement	9 800	10 050	10 050	10 050	10 050
Boulevard Métropolitain	5 971	5 744	6 092	5 688	5 451
Frais de refinancement	2 629	1 542	1 278	935	57
	2 254 870	2 274 751	2 380 167	2 332 332	2 342 619
Déduire:					
Sommes accumulées au fonds d'amortissement	522 239	500 123	494 185	446 638	396 376
Montants à recouvrer du gouvernement du Québec					
Prolongements du métro (1)	475 511	501 243	558 432	548 144	573 104
Traitement des eaux usées (1)	702 981	720 934	751 747	754 929	770 610
Frais de refinancement	1 424	835	822	684	30
Parcs régionaux - Site des moulins	1 691	1 784	1 900		
	1 703 846	1 724 919	1 807 086	1 750 395	1 740 120
	551 024	549 832	573 081	581 937	602 499
Ajouter:					
Dépenses à financer à long terme (2)	6 027	14 493	18 166	27 557	26 423
Montants à recouvrer du gouvernement du Québec (1)	(976)	(3 119)	(3 253)	(15 317)	(19 271)
Endettement total net à long terme	**556 075**	**561 206**	**587 994**	**594 177**	**609 651**
Endettement total net par 100$ du potentiel fiscal	0,46	0,45	0,48	0,48	0,48
Endettement total net par habitant (3)	310	311	331	335	339

(1) Le partage de ces recouvrements est effectué sur la base des pourcentages mentionnés à la note 7 aux états financiers.

(2) Représente l'excédent des dépenses d'investissement effectuées sur le financement permanent réalisé.

(3) Les données relatives à la population proviennent de la Gazette Officielle du Québec et s'établissent à 1 799 254 pour l'année 1996, à 1 775 846 pour les années 1997 et 1998, à 1 806 082 pour l'année 1999 et 1 795 844 pour l'année 2000.